

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE

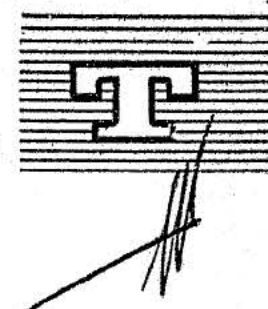


PROVISOIRE

T/PV.783

24 avril 1957

FRANCAIS



UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT-CENT QUATRE-VINGT-TROISIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le mercredi 24 avril 1957, à 14 heures.

Président :

M. ASHA

(Syrie)

1. Déclarations sur l'incident de Mogadiscio
2. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française pour 1955 [3e] (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.783. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-13144

(69 p.)

DECLARATIONS SUR L'INCIDENT DE MOGADISCIO

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de passer à l'examen des questions qui figurent à l'ordre du jour, je donne la parole au représentant de l'Italie qui désire faire une déclaration.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Comme suite à la déclaration que j'ai faite le 16 avril sur le tragique événement qui s'est produit à Mogadiscio - événement qui nous a tous profondément attristés - je voudrais dire ce qui suit.

Le Conseil est certainement au courant des funérailles solennelles qui ont eu lieu à Mogadiscio. Le 17 avril a été proclamé jour de deuil en Somalie et, dans la capitale, les drapeaux ont été mis en berne. Le corps de M. Salah, recouvert des drapeaux de l'Egypte et des Nations Unies, a été transporté sur une prolonge d'artillerie du siège du Conseil consultatif à la Mosquée de Muruus et, de là, à l'aérodrome. Les honneurs militaires lui ont été rendus.

L'Administrateur de la Somalie, des représentants et des fonctionnaires du Conseil consultatif, des membres du Parlement et du Gouvernement somalis, des personnalités nationales et locales, ainsi qu'une assistance nombreuse ont assisté aux obsèques.

Le 18 avril, l'avion spécial transportant le corps est parti pour Le Caire. A bord se trouvaient le représentant de la Colombie au Conseil consultatif, le Secrétaire du Conseil, des représentants de l'Administration italienne, du Gouvernement somali, de l'Assemblée somalie et du Consulat d'Egypte.

Le 16 avril, j'ai déclaré devant le Conseil que l'Autorité administrante procéderait à une enquête complète sur l'assassinat et qu'elle infligerait au coupable le châtiment sévère qu'exige son crime. D'après des renseignements très préliminaires, je suis maintenant à même de dire au Conseil que l'assassinat semble avoir été commis dans les circonstances suivantes. M. Salah se rendait de son bureau au Consulat égyptien à Mogadiscio lorsqu'il fut attaqué après avoir franchi la porte du jardin par l'assassin qui avait précédemment indiqué au personnel du Consulat qu'il désirait être reçu par M. Salah. L'assassin fut immédiatement arrêté par la police aidée du personnel du Consulat. Il affirme avoir été amené à commettre son crime pour des raisons de vengeance personnelle.

Il a déclaré qu'au cours de son séjour en Egypte, du 15 juillet 1952 au 19 novembre 1953, il n'avait pas reçu l'aide qu'il avait demandée et que M. Salah lui avait promis, puis refusé de répondre à sa demande réitérée en vue d'obtenir cette aide.

L'assassin est âgé de 31 ans; il réside normalement à Baïdda. Il semble avoir reçu une certaine instruction arabe; en 1955, il était professeur d'arabe dans des écoles locales.

L'enquête se poursuit. Actuellement, étant donné diverses rumeurs qui ont circulé à propos de l'enquête et de qui la menait, je désire dire que la question est maintenant entre les mains du Département de la justice. En temps opportun, le Conseil sera informé des résultats définitifs de cette enquête qui est exclusivement menée par l'Autorité administrante.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation a écouté attentivement la déclaration qui vient d'être faite par le représentant de l'Italie. Il nous semble, en effet, que les résultats de l'enquête officielle menée au sujet de cet assassinat ne sont pas encore connus. Il est, par conséquent, à présumer que les déclarations de l'assassin lui-même ne sauraient faire foi dans cette question fort importante et que seuls les résultats de l'enquête seront à même de donner au Conseil des informations véritables sur cet assassinat.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je suis d'accord avec le représentant de la Syrie pour dire que l'enquête est loin d'être terminée. Mais ma déclaration d'aujourd'hui a été faite pour répondre à des questions qui m'ont été posées de diverses parts et également en raison de certaines informations parues dans la presse. Ces informations qui, je suppose, n'auront pas échappé aux membres du Conseil, ont soulevé des doutes quant à l'autorité qui menait l'enquête. Je suis d'accord avec le représentant de la Syrie et je répète qu'aussi longtemps que l'enquête ne sera pas terminée, rien de définitif ne saurait être dit à cet égard.

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/1300, 1304 et Add.1, T/PET.7/520; T/L.740) [Point 3 e) de l'ordre du jour] (suite)

Progrès de l'enseignement (suite)

M. SALSAMENDI (UNESCO) (interprétation de l'espagnol) : Le représentant de l'Inde a demandé, hier, sur quoi l'on se fondait pour évaluer la population scolaire. Je puis dire qu'on a abouti au chiffre de 15 pour 100 sur la base d'un cycle d'enseignement de six années. Ce cycle peut varier d'une région à l'autre. L'UNESCO a dégagé ce critère à la suite d'études effectuées par diverses conférences.

La quatorzième conférence de l'instruction publique, qui s'est tenue en 1955 à Genève, sous les auspices de l'UNESCO et du Bureau international de l'éducation, a établi un rapport sur l'instruction primaire et sa prolongation; 48 Etats avaient répondu au questionnaire; les réponses ont été analysées. On lit dans le rapport : le tableau ci-dessous montre que l'instruction obligatoire, dans ces pays, dure de 4 à 10 ans, qu'elle est généralement de 8 ans.

La conférence régionale sur l'instruction gratuite et obligatoire dans le Sud asiatique et la région du Pacifique (document ED.125 de l'UNESCO, établi en 1952) a traité de la résolution 14 adoptée par la conférence de l'UNESCO sur l'instruction publique. On lit dans ce document : la période minimum d'instruction obligatoire doit être de 7 ans, avec prolongation éventuelle.

Le rapport de la conférence sur l'instruction obligatoire gratuite pour les Etats arabes et les Etats du Proche-Orient (document ED.144), tenue au Caire de décembre 1954 à janvier 1955, contient la recommandation No 17, où l'on peut lire : considérant que l'instruction primaire obligatoire a pour but de donner aux enfants une compréhension fondamentale des réalités de l'existence, la conférence demande à tous les Etats arabes de fixer, pour atteindre ce but, une période d'instruction obligatoire qui ne soit pas inférieure à 6 ans.

Enfin, on lit dans la résolution I.2 de la conférence régionale de l'Amérique latine sur l'enseignement gratuit et obligatoire, tenue à Lima en mai 1956 : le programme doit être conçu, pour les écoles rurales et urbaines, sur la base d'un minimum de 6 ans d'étude.

On voit qu'il existe un critère établi par l'UNESCO, sur la durée de l'instruction primaire, susceptible de varier selon qu'il s'applique à des régions ou à des pays extrêmement différents sous l'angle du développement économique et social. De façon générale, on peut dire que dans les régions économiques sous-développées, le cycle des études primaires est de 6 années. C'est pourquoi l'UNESCO déclare, au paragraphe 9 de son rapport (T/1304/Add.1) : "En premier lieu, il y a lieu de comparer les effectifs scolaires à la population totale d'âge scolaire. Cette comparaison est faite à la page 220 du rapport. La population scolarisable est considérée comme égale à 15 pour 100 de la population totale - pourcentage qui représente sans doute assez exactement les groupes d'âge correspondant aux 6 années de l'école primaire". Pour la région considérée, l'UNESCO estime qu'il s'agit d'un pourcentage normal.

Débat général (suite)

M. DAVIN (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Quand le représentant de la Nouvelle-Zélande, il y a quelques mois, formulait ses commentaires, devant la Quatrième Commission, sur la situation prévalant au Togo sous administration française, il s'inclinait devant l'ampleur des changements survenus dans le domaine politique grâce aux efforts combinés de l'Autorité administrante et de la population. Il se référait, bien entendu, à l'élaboration et à l'adoption l'an dernier, par voie de referendum, du nouveau statut. Répondant à l'invitation du Gouvernement français, le représentant de la Nouvelle-Zélande apportait son appui à l'envoi d'une commission au Territoire et indiquait que la Nouvelle-Zélande participerait à l'étude qui serait faite du rapport de la Commission. Il soulignait que les membres du Conseil avaient le devoir de se garder d'idées préconçues dès lors qu'ils acceptaient le principe de l'envoi d'une Commission. A propos d'une recommandation à l'effet que l'Assemblée législative du Territoire fût constituée aussitôt que possible par des élections sur la base du suffrage universel des adultes, il estimait qu'il était peu indiqué de vouloir combiner des recommandations sur le fonctionnement de l'appareil gouvernemental au Togo avec une proposition visant à ce qu'une étude fût effectuée.

Cette attitude continue d'être celle de ma délégation. Nous n'essaierons donc pas de passer en revue les progrès signalés dans le chapitre politique du rapport pour 1955. Ils ont été à tel point dépassés par des événements ultérieurs que tout commentaire fondé sur ces seuls progrès serait dépourvu de réalisme.

Le Conseil a déjà examiné l'évolution politique lors de sa session d'été, l'an dernier, et nous estimons que dans ce domaine, tout particulièrement, nous devrions attendre les commentaires de la Commission. Nous voulons également tenir compte du point de vue du Gouvernement français, exprimé par M. Bargues le 18 avril, lorsqu'il a déclaré, devant le Conseil, que son gouvernement et sa délégation, ainsi que le Gouvernement de la République autonome du Togo, devaient, pour des raisons de courtoisie élémentaire, réserver aux membres de la Commission, auxquels ils tiennent à apporter toute leur coopération, le droit de faire des commentaires et des observations sur la mise en oeuvre des nouvelles institutions au Togo.

Par conséquent, je m'en tiendrai, dans cette déclaration, aux conclusions auxquelles nous sommes parvenus en ce qui concerne le progrès économique, social et de l'enseignement.

Le rapport entre les recettes et les dépenses du Territoire semble satisfaisant, la balance étant légèrement favorable au cours de la période que nous examinons actuellement. Evidemment, les dépenses ne comprennent pas les salaires et les indemnités des fonctionnaires et des magistrats qui, si l'on y ajoute certains autres frais, atteignent le total de 66 millions de francs c.f.a., ce montant étant à la charge de l'Autorité administrante.

Par contre, la balance du commerce extérieur a accusé un léger recul. En 1955, les importations ont passé à 3.146,2 millions de francs (2.718,6 millions en 1954) alors que les exportations tombaient à 3.882 millions (4.274 millions en 1954).

Cependant, il est clair qu'un programme de développement considérable a été réalisé. En 1955, le Territoire a bénéficié de la deuxième partie de la subvention du FIDES portant sur les années 1954 et 1955, ainsi que de la première partie de la subvention portant sur les années 1955-56. Dans ces circonstances, la balance commerciale ne reflète pas véritablement la situation financière réelle du Territoire. Lorsque l'on tient compte de tous les facteurs, on peut considérer cette situation comme assez satisfaisante, tout en relevant qu'il sera nécessaire d'accorder une attention particulière aux effets que produira sur le budget du Territoire l'indice des prix d'exportation. Par exemple, bien qu'en 1955 la valeur des exportations soit descendue de 4.274 millions à 3.882 millions, le

tonnage a passé de 49,5 milliers de tonnes à 53,6 milliers de tonnes. Ces résultats sont dus principalement aux fluctuations intervenues dans les cours des marchés d'outre-mer. On peut noter, à cet égard, que les cours du café et du cacao ont considérablement baissé en 1955. Il s'agit là d'un élément qui, évidemment, échappe entièrement au contrôle de l'Autorité administrante, et celle-ci a fait tout son possible pour atténuer les effets de ces fluctuations de cours sur la situation des producteurs individuels en adoptant des mesures pour soutenir le prix du cacao et du coton. Nous avons été heureux d'entendre le représentant de l'Autorité administrante nous dire que la baisse des cours n'a pas sérieusement affecté la production et que les producteurs africains ne semblent pas excessivement découragés par ce phénomène.

L'économie du Territoire étant avant tout agricole, nous nous félicitons de l'intention manifestée par l'Autorité administrante d'axer la seconde phase du plan de développement dans le sens du progrès agricole. Le représentant de la France a relevé, à juste titre, la nécessité d'accroître la production de céréales afin d'améliorer la nourriture de base de la population, ainsi que la nécessité de développer la production des produits exportables, afin d'augmenter les ressources financières du pays.

Nous sommes également heureux de constater l'intérêt qui est porté aux mesures devant permettre de lutter contre l'érosion, ainsi que d'augmenter la fertilité du sol et de moderniser les méthodes de culture. Nous notons avec satisfaction que la superficie prévue pour le reboisement et la mise en valeur des terres accuse une nette augmentation par rapport aux deux précédentes années.

Nous avons noté avec intérêt que les entreprises pour l'exploitation des ressources phosphatiques du Territoire ont déjà commencé de fonctionner, ce qui rendra bientôt possible la concurrence sur les marchés étrangers. Nous relevons qu'une production de 1 million de tonnes par année pourra prochainement être envisagée et nous serons heureux d'obtenir des renseignements à ce sujet dans les rapports futurs de l'Autorité administrante, ainsi d'ailleurs que des informations sur l'importance des gisements.

JM/JM.

T/PV.783

- 13/15 -

M. Davin (Nouvelle-Zélande)

Nous sommes heureux de noter que le Gouvernement du Togo a été en mesure de répondre favorablement à la requête de la Société minière du Bénin qui a demandé cinq concessions pour l'exploitation du phosphate.

La décision des autorités d'exempter d'impôts les entreprises agricoles et commerciales pendant les cinq premières années de leur existence nous semble de nature à encourager l'investissement de capitaux, tant nationaux qu'étrangers, dans ces entreprises. Ma délégation se félicite d'apprendre que les producteurs autochtones ont retiré des profits beaucoup plus considérables que par le passé grâce à l'accroissement des exportations de produits comme le cacao, et qu'ils ont été ainsi en mesure de faire des économies et d'envisager des méthodes d'investissement profitables.

L'importance du problème de la réforme fiscale ne nous a pas échappé et nous accueillons avec plaisir la décision, prise le 13 octobre 1955, de créer une commission d'étude chargée d'examiner cette question. Nous espérons recevoir d'autres renseignements, à l'avenir, sur les résultats des études entreprises par cette Commission.

Le fait que les terrains enregistrés aient passé de 273 en 1954 à 455 en 1955 nous semble très satisfaisant, surtout si l'on tient compte du temps et des efforts que nécessitent les formalités requises pour procéder à ces enregistrements et des modifications que ceux-ci apportent en général dans l'utilisation des terrains enregistrés.

A notre avis, l'Autorité administrante a eu raison de s'attacher surtout à améliorer les transports et communications dans le Territoire. Une structure rationnelle et saine de ce genre est absolument nécessaire pour développer un pays, mettre au point de nouvelles productions et faire en sorte que les produits qui peuvent être commercialisés soient rapidement transportés dans d'autres parties du Territoire ou, ce qui est plus important, dans les ports pour les marchés d'outre-mer. Nous estimons que la proportion élevée des dépenses actuelles, dans ce domaine, sera pleinement justifiée par les résultats dans l'avenir. Nous avons été intéressés par les renseignements relatifs à l'amélioration des installations portuaires, mais nous avons noté le désir des Togolais de voir ces améliorations se produire sur leur propre Territoire. Dans ces conditions, la solution pourrait bien être, comme l'a dit le représentant de la France, d'améliorer le port de Lomé.

Passant au domaine social, je constate que le progrès, au cours de l'année, s'est poursuivi de façon satisfaisante.

Les salaires minima ont été augmentés et l'on constate qu'il n'y a pas eu de conflits du travail, ce qui indique que les conditions ont été satisfaisantes. Un nombre considérable d'ordonnances concernant l'application du code du travail ont été publiées. Nous notons que le coût de la vie n'a pas augmenté au cours de l'année.

La condition sociale de la femme, dans le Territoire, laisse encore à désirer. Une amélioration secondaire, au cours de l'année, résulte de l'ordonnance interdisant aux femmes de porter des charges de plus de 25 kilos. La seule façon pratique d'améliorer la condition de la femme, cependant, semble être de procéder à des campagnes d'éducation et de faire participer activement les femmes au vote. D'autres mesures à cet effet consisteraient à encourager la monogamie et à abolir les aspects les plus mauvais d'institutions telles que le prix d'achat des femmes.

Ma délégation a noté avec un intérêt particulier que l'Assemblée législative du Togo a maintenant limité le nombre des enfants pour lesquels des indemnités sont accordées par application de la loi Lamine-Gueye. Il y a là un moyen d'éviter certains abus auxquels la loi a donné lieu, bien qu'elle fût fondée sur un principe excellent, à savoir l'égalité de traitement de tous les fonctionnaires de l'Administration.

Nous avons été heureux de constater que l'Autorité administrante a fait des efforts pour améliorer le logement des fonctionnaires autochtones vivant dans la brousse et qu'une assistance financière à cet effet a été fournie dans le passé grâce à la Banque centrale de la France d'Outre-Mer.

Il est également satisfaisant de constater que la législation existante relative à la consommation de l'alcool a été complétée, au cours de l'année 1955, par un décret réglementant l'importation, la saisie, la vente et la consommation.

Ma délégation a été heureuse que l'Autorité administrante ait poursuivi ses efforts pour améliorer la qualité et la variété du régime alimentaire des habitants du Territoire.

La santé des habitants semble témoigner une amélioration satisfaisante étant donné que l'on constate une forte diminution de l'incidence de nombreuses maladies. Ma délégation a remarqué que le nombre des cas d'ankylostomiase qui ont été traités a beaucoup augmenté, ce qui souligne les efforts énergiques de l'Administration dans le domaine de la santé publique.

Nous avons été heureux d'apprendre que l'OMS prête son concours à la campagne menée contre le paludisme et contre le pian. Des traitements intensifs de cette nature seront sans doute un élément très important de réduction de la mortalité infantile dans le Territoire. Le taux important de cette mortalité infantile avait été, dans le passé, une cause de sérieuse préoccupation pour le Conseil.

Nous avons également entendu avec intérêt les renseignements qui nous ont été donnés sur l'attitude des habitants à l'égard de l'amélioration du régime de détention dans les prisons, qui avait fait l'objet d'une recommandation de la part du Conseil. Nous comprenons aisément la répugnance qu'a montrée, dans le passé, l'Assemblée territoriale à l'idée d'allouer des crédits à cet effet alors qu'il y a tant à faire dans d'autres domaines; mais nous espérons que des mesures pourraient être prises dans ce sens et nous avons été très heureux d'apprendre que, en 1957, les crédits à cet effet seront plus élevés et que, par conséquent, on peut s'attendre à ce que la situation, dans les prisons, s'améliore.

Dans le domaine de l'enseignement, les progrès ont été constants. Ma délégation appuie le but de l'Autorité administrante lorsqu'elle veut assurer l'enseignement primaire pour tous et lorsqu'elle s'efforce, en particulier, de donner aux filles l'enseignement primaire dans le Nord, de préparer des chefs et de développer les aptitudes nécessaires pour favoriser le développement économique.

Une proportion importante du budget public - 19,3 pour 100 - est consacrée à l'enseignement, ce qui constitue une augmentation appréciable par rapport à la précédente proportion de 17 pour 100. Nous avons été heureux de relever que l'UNESCO considère que la situation actuelle est satisfaisante. Il est évident qu'une charge considérable, dans ce domaine, a été prise par les écoles privées et nous exprimons notre reconnaissance aux personnes dévouées qui financent et assurent le travail de ces écoles.

Le nombre des élèves des écoles publiques et privées a augmenté considérablement. Le pourcentage des inscriptions, en 1955, a atteint 39,8. Il est très satisfaisant de relever, comme le dit l'UNESCO, que les écoles se développent beaucoup plus rapidement que la population n'augmente et que l'Autorité administrante réussit à donner des facilités égales dans le Nord et dans le Sud ainsi qu'aux filles et aux garçons. Nous avons entendu avec plaisir le représentant de l'Autorité administrante nous dire que les parents tiennent de plus en plus à ce que leurs enfants reçoivent une instruction et nous assurer que la fréquentation scolaire est plus régulière.

L'enseignement secondaire semble également être satisfaisant. Les inscriptions aux établissements d'enseignement secondaire ont augmenté et les améliorations, en ce qui concerne les bâtiments et le matériel, qui sont envisagées permettent d'espérer un plus grand développement de l'enseignement secondaire dans un proche avenir. Là encore, les écoles privées ont fait des efforts dignes de louanges. Les bourses pour permettre l'enseignement supérieur ont été données largement.

Le principal problème consiste à augmenter le nombre des instituteurs afin de pouvoir faire face au nombre croissant des élèves et d'assurer un niveau satisfaisant d'enseignement.

L'Autorité administrante doit résoudre un problème difficile lorsqu'il s'agit de maintenir un niveau suffisamment élevé des différents examens pour montrer que les élèves reçoivent un enseignement satisfaisant et, en même temps, d'éviter de priver les enfants moins doués d'un enseignement suffisant. Il y a là un compromis à trouver et l'Administration doit le rechercher en tenant compte des ressources dont dispose le Territoire et de la nécessité de former les personnes nécessaires pour les diverses professions. Nous sommes certains que l'Autorité administrante ne fixera pas des niveaux déraisonnablement élevés par rapport à la situation du Territoire et à la possibilité de donner l'enseignement aux enfants jusqu'à l'âge suffisant.

M. Davin (Nouvelle-Zélande)

L'Autorité administrante a fait un excellent travail dans sa lutte contre l'analphabétisme et en faveur de la formation professionnelle. Nous avons noté les observations de l'UNESCO concernant les mesures propres à encourager l'enseignement de l'agriculture. Nous sommes d'avis qu'il y a là une question vitale pour l'économie du Territoire et nous sommes certains que l'Autorité administrante recherchera très soigneusement les voies et moyens d'accorder plus d'attention à la formation dans ce domaine particulier de la science comme dans d'autres.

Tels sont les commentaires que je désirais faire sur la situation du Territoire. Il me reste à exprimer ma gratitude à M. Bargues pour la façon excellente dont il a répondu aux questions qui lui ont été posées. Sa tâche, en l'absence d'un représentant spécial, a été très lourde et il s'en est acquitté excellemment.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Conformément aux fonctions que la Charte des Nations Unies lui confie et à son propre règlement, le Conseil de tutelle a examiné, à partir de sa 777ème séance de la présente session, le rapport de l'Autorité administrante sur les conditions existant au Togo sous administration française en 1955 et, à cet effet, en plus des déclarations et des documents supplémentaires dont il a été saisi, il a bénéficié de la déclaration initiale du représentant de la France et de la déclaration fort importante de M. Sylvanus Olympio, Président du Comité de l'unité togolaise. Les questions posées à M. Olympio et les réponses qu'il y a faites ont contribué à apporter plus de lumière sur certains problèmes, en particulier à l'occasion des questions qui lui ont été posées par des représentants de Puissances non administrantes.

Nous devons regretter, comme l'a fait le représentant de la France lui-même, que l'Autorité administrante n'ait pu envoyer un représentant spécial pour contribuer à l'examen du rapport annuel.

Nous remercions néanmoins le représentant de la France pour toutes les précisions qu'il a bien voulu nous donner.

Depuis 1955 jusqu'à ce jour, des événements importants se sont produits au Togo sous administration française, notamment dans le domaine politique, événements qui ont fait l'objet de commentaires divers et qui ont été examinés par le Conseil, au cours de ses sixième et huitième sessions extraordinaires, et par l'Assemblée générale, à sa onzième session. Les éléments de cette discussion étant bien connus de tous les membres du Conseil, nous rappellerons simplement qu'à la suite du débat à l'Assemblée générale, le Gouvernement français a décidé de ne pas insister sur sa demande concernant la fin du régime de tutelle et que l'Assemblée générale a approuvé, par sa résolution 1046 (XI), l'envoi d'une Commission chargée d'examiner, en tenant compte des débats de la Quatrième Commission, tous les aspects de la situation dans le Territoire en raison du nouveau statut, ainsi que les conditions dans lesquelles celui-ci est appliqué. La Commission devra présenter au Conseil de tutelle un rapport contenant ses observations et ses suggestions.

Entre-temps, en vertu du décret No 57-359, du 22 mars 1957, le Gouvernement français a apporté certaines modifications au Statut du Togo pour répondre aux vœux exprimés par l'Assemblée législative togolaise, le 28 décembre 1956 et le 13 février dernier.

La délégation du Guatemala a procédé à une analyse préliminaire du Statut du Togo et a présenté diverses observations au sein de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, le 11 janvier 1957. Nous avons dit, alors, que le Statut pouvait être examiné de deux façons distinctes : en tant que réforme politique dans un processus de développement général des institutions du Territoire ou en tant que Constitution définitive qui justifierait la fin de l'accord de tutelle. Dans le premier cas, il faut admettre qu'il constitue un progrès dans l'évolution politique du Territoire, bien qu'il convienne d'exprimer des réserves sur la signification du Statut qui peut mener à l'incorporation définitive du Territoire au sein de la République française. Cependant notre délégation ne peut accepter l'opinion selon laquelle le Statut est un document définitif qui a donné au Territoire un gouvernement propre, qui a mené à l'indépendance et que, par conséquent, il justifie la fin de l'Accord de tutelle, car les buts du régime de tutelle auraient été atteints.

Les modifications apportées au Statut en vertu du décret du 22 mars 1957 n'ont pas amené ma délégation à modifier l'opinion qu'elle a exprimée en Assemblée générale, car les renseignements qui nous ont été fournis - ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus tard - ne semblent pas indiquer un changement fondamental dans les termes du Statut ni, par conséquent, dans l'état de subordination dans lequel le Gouvernement du Togo se trouve par rapport au Gouvernement français.

L'article 1 mentionne que le Togo est une république autonome, mais la vérité est que le Territoire ne semble pas être devenu, à la suite du Statut, une république; l'autonomie ne lui a pas davantage été accordée. Pour qu'il fût autonome, il faudrait que la souveraineté soit confiée exclusivement et efficacement à la population, que la Res-publica, ou la chose publique, ne soit pas compartimentée et, pour de nombreux sujets, soumise à la souveraineté de la République française. Il faudrait que le Togo ait pleine capacité législative, exécutive et judiciaire, ce qui n'est pas le cas.

En vertu de l'article 2 du Statut, la République française garantit l'intégrité des limites territoriales du Togo. Il s'agit d'une protection qui, dans le contexte du Statut et étant donné l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Assemblée territoriale de modifier ce Statut par elle-même, montre le véritable état de subordination en la matière du Togo envers la France. Il en serait autrement si la France et le Togo, entités complètement indépendantes, avaient conclu librement un pacte ou un accord international confiant à la France la tâche de garantir, en coopération avec le propre Gouvernement du Togo, l'intégrité des limites territoriales de ce pays.

L'article 3 n'a pas été modifié par le décret du 22 mars. Une analyse soigneuse du texte pourrait mener à conclure qu'on trouve dans cet article l'essence de tout le développement constitutionnel prévu pour le Togo, qui peut se résumer comme l'intégration du Territoire à la République française. La participation du Territoire aux fonctions des organes centraux de la République française, au Parlement, à l'Assemblée de l'Union française et au Conseil économique, lorsqu'elle ne découle pas d'une convention librement signée entre deux Etats souverains, ne peut être interprétée que comme une partie d'un tout politique indivisible, c'est-à-dire que l'Etat associé, conformément à l'article 61 de la Constitution française, ne peut se dégager par des moyens constitutionnels et légaux. Il semble donc que l'article 3 exprime les termes juridiques de

l'incorporation du Territoire au sein de la République française, sans possibilité de sécession ou d'indépendance future.

La situation ne s'est guère améliorée, sans doute, à la suite de l'amendement que le décret du 22 mars 1957 a apporté à l'article 17 du Statut et qui élimine l'incompatibilité entre les charges de Premier Ministre ou de Ministre du Gouvernement togolais et les fonctions de membres de l'Assemblée nationale française, du Conseil de la République, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique. Si l'on part du principe que le Territoire a une nature juridique propre, distincte et séparée de celle de l'Autorité administrante, il devient impossible d'admettre que des fonctionnaires, ou même des citoyens togolais, puissent faire partie des organes gouvernants d'un Etat qui n'est pas le leur et, encore moins, accomplir des fonctions électives dans des organes de gouvernement de deux Etats à la fois. Le principe est valable pour tous les citoyens du Territoire s'ils exercent une fonction publique ou non et cela montre combien il est inadmissible que les plus hauts fonctionnaires du Togo puissent remplir à la fois les charges supérieures du gouvernement de leur pays.

Si, comme l'a répété à plusieurs reprises le représentant de la France, on ne se propose pas d'intégrer le Togo à la République française - c'est, notamment, ce que M. Bargues a dit en répondant à une affirmation de M. Olympio, à la séance du 17 avril de notre Conseil - il serait nécessaire de modifier, entre autres, les articles 3 et 17 du Statut et de les rédiger en termes qui ne laisseraient aucun doute quant à la condition juridique du Territoire.

Il convient de répéter ici, nous semble-t-il, ce que nous avons dit au cours de la onzième session de l'Assemblée générale : l'article 38 du Statut déclare que ce texte est susceptible d'évolution, mais cette évolution reste livrée entièrement à la volonté des organes législatifs de la France. L'Assemblée territoriale n'a qu'une faculté d'initiative pour demander la réforme évolutive et un droit de veto au sujet de toute modification qui serait accordée par les organes législatifs de la France. Mais le Parlement français a discrétion complète. Il peut accorder ou non la réforme sollicitée. Les nouvelles réformes introduites dans le Statut n'ont pas amendé l'article 38 et, par conséquent, les limitations du pouvoir de l'Assemblée législative de modifier le Statut demeurent.

Les autres amendements au Statut ne semblent pas avoir modifié fondamentalement la situation juridique générale et nous pensons que les observations que nous avons faites dans notre déclaration du 11 janvier 1957 restent valables en ce qui concerne les facultés législatives et administratives réservées aux autorités françaises sur la double administration dans le Territoire, sur les pouvoirs du Haut-Commissaire et l'exercice de la fonction de juridiction. Pour me résumer, la majorité des limitations dans les domaines législatif, administratif et judiciaire, qui restreignent les pouvoirs du Gouvernement togolais, subsistent. C'est pourquoi nous avons indiqué clairement qu'à notre sens, la publication du présent Statut du Togo sous administration française ne justifiait pas la fin de l'Accord de tutelle.

Nous espérons que la nouvelle structure constitutionnelle du Territoire évoluera sans retard, pour que les buts du régime de tutelle soient atteints, et que l'Autorité administrante apportera sa contribution dans ce sens.

L'une des premières mesures devrait être la rénovation de l'Assemblée législative sur la base du suffrage universel, comme on l'a dit à plus d'une reprise dans les débats de l'Assemblée générale et comme la recommandation en a été faite au paragraphe 4 du dispositif de la résolution 1046 (XI). Il serait extrêmement souhaitable que cette rénovation se fasse avant la visite au Territoire de la Commission désignée par l'Assemblée générale, afin que celle-ci puisse entrer en relation avec un corps législatif élu librement, selon la procédure que le Statut établit lui-même, et qui serait représentatif de l'opinion publique telle qu'elle se serait manifestée en présence de la nouvelle situation créée par les réformes constitutionnelles.

Dans cette évolution, il semble important que l'Autorité administrante montre de façon certaine qu'elle est et qu'elle restera impartiale à l'égard de tous les secteurs de l'opinion publique togolaise. Il semble que d'importants groupes ont perdu confiance dans l'Autorité administrante et ne croient pas que celle-ci puisse ou veuille garantir le libre exercice des droits des citoyens dans le Territoire, ni qu'elle permette d'agir librement à tous les éléments qui participent à la vie politique du Territoire. Je crois que le rétablissement effectif de cette confiance est l'une des tâches les plus urgentes et les plus importantes de l'Autorité administrante. Le Gouvernement togolais devra, pour sa part, donner également des preuves qu'il se fonde sur la démocratie, seule manière d'obtenir l'appui dont il a besoin pour réaliser son programme.

Le développement politique du Territoire exige, d'autre part, que l'on favorise l'établissement de municipalités élues au moyen du suffrage universel et que l'on ne tarde pas à organiser des élections dans les communes qui ont été déclarées de plein exercice. Notre délégation voit avec inquiétude que l'on a ajourné les élections municipales qui devaient avoir lieu le 28 du présent mois à Lomé, à Anécho, à Atakpamé et à Sokodé, et, de même que pour les élections à l'Assemblée législative, elle estime que l'on devrait organiser ces élections avant ou pendant la visite de la Commission de l'Assemblée générale. Le Conseil doit certainement voir avec inquiétude les mesures prises pour interdire ou gêner les réunions publiques ou les activités politiques des éléments de l'opposition. Des mesures telles que le décret du 15 mars 1957 pris par le Gouvernement du Togo et la dissolution d'une réunion politique à Atakpamé sont contraires au libre exercice des droits civiques de la population togolaise.

D'autre part, des actes de cette nature ne contribuent pas précisément à assurer un climat démocratique dans le Territoire, ni à donner du prestige à la situation nouvelle qui s'est créée à la suite de l'application du Statut du Togo.

Pour l'avenir immédiat, les mesures conseillées par M. Olympio, dans sa déclaration du 17 avril, sont très raisonnables et sont conformes aux principes et aux buts du régime de la tutelle : tout d'abord, on demande que soient garantis à tous les partis politiques du Territoire les droits de libre expression, de réunion et de déplacement; en deuxième lieu, après avoir pris des mesures pour garantir l'exercice de ces droits civiques, il faudrait fixer une date prochaine pour l'organisation d'élections au suffrage universel des adultes, afin de renouveler l'Assemblée législative du Togo.

Notre délégation appuie ces demandes et fait confiance, d'une part, au Conseil pour que celui-ci recommande à l'Autorité administrante et au Gouvernement du Togo que ces mesures soient prises et, d'autre part, aux Autorités françaises et togolaises qui sauront certainement reconnaître l'efficacité de telles mesures et les feront appliquer sans retard.

En examinant les conditions économiques du Territoire, notre délégation note, en premier lieu, que les décisions en matière de politique économique continuent à rester aux mains de l'Autorité administrante et que l'on ne découvre aucune participation importante du Gouvernement du Togo ou des autorités locales dans des domaines relativement importants. Il faut signaler cet aspect car les réformes de la structure politique, si elles ne s'accompagnent pas d'attributions suffisantes pour assurer le développement économique et social du Territoire, constituent un obstacle sérieux à l'évolution du Territoire vers l'indépendance ou l'autonomie.

Pour répondre à une question posée par notre délégation, le représentant de la France a indiqué que, comme suite à l'application du décret du 22 mars 1957, certains pouvoirs seraient transférés au Gouvernement du Togo sans expliquer quels seraient les pouvoirs en question. Nous en déduisons que les questions relatives au commerce extérieur, à la réglementation du système douanier, aux questions monétaires et de change, à l'assistance financière, au code de commerce, etc. ne sont pas de la compétence du Gouvernement du Togo, mais sont réservées aux Autorités françaises.

Le Gouvernement du Togo n'intervient pas non plus dans les questions relatives au code du travail et à la réglementation des ressources minières. On voit ainsi que l'action du Gouvernement togolais en matière de juridico-économique est considérablement réduite.

Au niveau des cercles administratifs, on constate une certaine participation des organismes locaux dans les questions économiques, comme c'est le cas dans les conseils de circonscription. Ces conseils jouissent de la personnalité morale qui leur a été conférée par l'Assemblée législative, organe qui détermine également leurs fonctions. Ces conseils ont leur propre budget qui est alimenté par des contributions locales et par des subventions sur le budget général du Territoire. Ils s'occupent de certains intérêts de district, par exemple l'entretien des chemins vicinaux et l'exécution des programmes d'amélioration de la radio. Ce programme est modeste, mais il nous paraît que l'activité de ces conseils est utile, et nous espérons que le Gouvernement et l'Autorité administrante leur prêteront tout l'appui qu'ils méritent.

Nous croyons qu'il est bon maintenant de parler de la Commission pour l'étude de la réforme fiscale du Territoire, créée en octobre 1955. Selon les renseignements fournis par le représentant de la France, des membres de l'Assemblée législative ainsi que des membres de certaines organisations ouvrières, pour ne parler que des représentants togolais, figurent parmi les membres de cette Commission. La participation de représentants togolais à l'étude de problèmes relatifs au régime fiscal du Territoire a attiré l'attention de notre délégation, car elle estime que ces travaux offrent une bonne occasion pour acquérir de l'expérience et élargir les connaissances de problèmes auxquels un gouvernement autonome a à faire face. Notre délégation estime que le Conseil s'intéressera sans doute aux résultats qui seront obtenus par cette Commission de la réforme fiscale et nous espérons que l'Autorité administrante nous donnera le maximum de renseignements à ce sujet dès qu'elle le pourra.

En ce qui concerne la situation économique en elle-même, du point de vue des ressources naturelles et de l'activité productive, on peut affirmer que l'on n'a pas constaté de changements dans les caractéristiques structurales dominantes dans le Territoire. La nature de la production est surtout agricole avec la division classique en deux secteurs : le secteur de la production agricole destiné à l'exportation et celui consacré aux produits alimentaires pour la consommation intérieure.

Dans le premier secteur, figurent des produits comme le cacao, le café, les noix de palme, le coprah et les graines de coton, qui ont enregistré, en 1955, une augmentation de la production satisfaisante, bien qu'en raison de la chute des prix du café et du cacao, les recettes correspondantes aient diminué. L'économie du Togo sous administration française, tout comme les économies similaires, offre la particularité d'être vulnérable aux conditions qui prévalent sur les marchés internationaux. Les fluctuations des prix pour les produits d'exportation entraînent, à l'intérieur du pays, des hausses et des baisses des revenus des producteurs avec toutes les conséquences perturbatrices qui s'ensuivent.

Une telle situation exige évidemment une diversification agricole et nous sommes très inquiets de constater que l'on ne fait pas plus d'efforts dans cette voie. Le café et le coton sont les articles dont l'exploitation a été la plus encouragée par les autorités.

Dans le secteur agricole destiné à la consommation intérieure se trouvent surtout les tubercules alimentaires et quelques céréales comme le maïs et le mil. Dans ce type de production, on a enregistré des baisses dans les quantités récoltées en 1955 par rapport à 1954. La diminution semble due à des circonstances naturelles, mais elle attire l'attention sur les effets défavorables que peut produire une agriculture primitive dépendant d'instruments rudimentaires de culture, tels que la pelle, le couteau et la pioche. On pratique le système extensif de culture jusqu'à complet épuisement du sol, puis on se procure de nouvelles terres en détruisant les forêts. C'est cette situation qui explique en partie les raisons de l'opposition manifestée par certains autochtones à l'égard de la réglementation concernant les forêts. Ils estiment que ces mesures ne constituent que des obstacles à l'obtention des terres dont ils ont besoin pour remplacer celles qui ont été épuisées par les méthodes primitives de culture.

Ma délégation estime que l'un des moyens propre à protéger les forêts consisterait à insister sur la nécessité d'améliorer les méthodes de culture, de manière à mettre fin aux pratiques primitives qui épuisent le sol. On pourrait ainsi éviter - du moins en partie - d'avoir à brûler les forêts. Un système de culture rationnel et l'emploi d'engrais chimiques permettraient de rendre la terre fertile pour une longue période de temps.

Je reviens maintenant à la production destinée à l'exportation. Il me semble que j'ai un point intéressant à signaler. En ce qui concerne le café et le coton, il semble que l'activité des Togolais se réduise à prendre soin des plantations et à vendre les produits bruts aux firmes commerciales. Ces dernières se chargent des travaux de conditionnement préalables à l'exportation. Il serait peut-être possible de changer cette situation défavorable aux producteurs en développant les coopératives qui concentreraient leurs efforts au traitement du café et du coton afin de fournir aux producteurs des bénéfices plus importants que ceux qu'ils obtiennent pour le moment.

M. Rolz Bennett (Guatemala)

La documentation que nous avons sous les yeux ne contient pas de références à l'organisation de coopératives. Je me permets donc de recommander à l'Autorité administrante d'étudier toutes les possibilités d'encourager la création de telles organismes, surtout dans le domaine de la production et de l'exploitation des matières premières destinées à l'exportation.

On n'a développé aucune nouvelle industrie dans le Territoire. Les quatre établissements industriels dont le Conseil a déjà entendu parler dans le rapport de l'Autorité administrante, se consacrent à la production du cacao, de l'amidon, de l'huile de palme et du savon. Ces établissements sont en plein essor et très prospères, ce dont nous nous félicitons. Il semble que la pénurie d'énergie électrique continue d'être un des grands obstacles au développement industriel. La puissance de 1.000 kwh sert de nouveaux abonnés depuis 1955. Le nombre des abonnés est passé de 1.758 à 2.081. La demande d'énergie électrique augmente sans cesse et il est indispensable que l'Autorité administrante s'occupe de ce problème.

Pour terminer nos observations dans le domaine économique, je voudrais dire quelques mots au sujet du plan décennal. En 1955, la première phase de ce plan s'est terminée. Elle a surtout créé un réseau routier qui mérite d'être mentionné. Les chemins dits inter-coloniaux s'étendent sur 768 kilomètres dans le Togo et font communiquer les Territoires du Togo avec ceux de la Haute-Volta, du Dahomey et de Ghana. Les routes intérieures sont de deuxième catégorie et couvrent 428 kilomètres. L'Autorité administrante mérite d'être chaleureusement félicitée à ce sujet.

Dans la seconde phase du plan décennal, d'importants crédits ont été votés; 30 pour 100 de ces crédits sont destinés à l'amélioration de l'économie rurale, 43 pour 100 à la poursuite des travaux de l'infrastructure et 27 pour 100 à l'exécution du programme de caractère social. La délégation du Guatemala s'intéresse particulièrement à cette deuxième phase du plan décennal et elle se permet d'exprimer l'espoir que l'Autorité administrante tiendra le Conseil au courant des progrès accomplis. Nous espérons également que le Gouvernement du Togo participera activement à l'exécution des programmes de développement entrepris en vertu de la deuxième phase du plan décennal.

En commençant l'examen de la situation du Territoire dans le domaine social, ma délégation voudrait souligner à nouveau l'importance d'un encouragement direct de la part de l'Autorité administrante afin que tous les habitants participent activement à la solution des problèmes qui affectent la communauté. Cette participation ne peut se faire que dans un climat de sécurité, le respect des droits de l'homme étant amplement garanti et les libertés fondamentales de l'homme assurées. Ainsi que nous avons pu nous en rendre compte au cours des questions et des réponses, il n'existe pas dans le Territoire de système capable de donner toutes ces garanties. La préoccupation que je viens d'exprimer est donc fort justifiée. Nous espérons que l'Autorité administrante et le Gouvernement du Togo prendront des mesures propres à garantir l'exercice des droits de l'homme à tous les secteurs de la population.

En ce qui concerne le régime juridique du travail, nous avons été heureux de constater le progrès accompli dans la législation. Depuis 1954, l'Autorité administrante avait omis de nous fournir des renseignements en ce qui concerne l'adoption de conventions internationales et de recommandations de l'Organisation internationale du Travail. Etant donné l'importance de cette question, ma délégation espère avoir des renseignements à ce sujet au cours des sessions futures.

Nous avons également été heureux de constater qu'un certain progrès avait été réalisé dans la vie sociale du Territoire. Le représentant de l'Autorité administrante nous a fait savoir qu'en vertu du décret du 20 avril 1955, le salaire minimum a été relevé. Comme le coût de la vie n'a pas augmenté, cette mesure constitue l'une des principales raisons pour lesquelles il n'y a pas eu de conflit du travail. C'est ce que le représentant de la France nous a si justement fait remarquer.

Cependant, en dehors de la question du travail, il semble que l'Autorité administrante aurait dû encourager le développement d'autres aspects de la vie sociale dans le Territoire. Je veux parler du domaine de la santé publique et de celui du régime pénitentiaire. En ce qui concerne le premier problème, il serait fort nécessaire d'augmenter le nombre des médecins et de s'attacher notamment à diminuer la mortalité infantile. Loin de faire apparaître une augmentation des effectifs du personnel des services de la santé publique, le rapport nous montre que le nombre des sages-femmes et des infirmières a été considérablement diminué.

D'autre part, à sa dix-septième session, le Conseil avait suggéré que l'Autorité administrante envisage la possibilité d'obtenir une aide supplémentaire de l'Organisation mondiale de la santé et du FISE, en accordant une attention toute spéciale à la diminution de la mortalité infantile. Cependant, en commentant cette résolution, le représentant de l'Autorité administrante a seulement mentionné les campagnes contre le paludisme qui avaient été entreprises avec l'aide de l'OMS, activité qui mérite d'ailleurs toutes nos félicitations. Le Représentant de la France a ajouté qu'il ignorait l'état des négociations en ce qui concerne la lutte contre la mortalité infantile. Ma délégation voudrait, en raison de l'importance du problème, insister sur la nécessité pour l'Autorité administrante d'adresser un appel aux organisations que je viens de mentionner afin d'établir ou de développer les services dans le domaine si important de l'assistance sociale.

En ce qui concerne le deuxième problème du progrès social, c'est-à-dire le régime pénitentiaire, nous devons rappeler que le Conseil a déjà attiré l'attention de l'Autorité administrante sur les critiques de la Mission de visite en ce qui concerne l'état peu satisfaisant des prisons et du centre de réhabilitation, et a recommandé que toutes les mesures nécessaires soient prises afin d'améliorer ces institutions. Nous avons été heureux d'apprendre qu'à la suite des observations et recommandations de la Mission de visite, des crédits considérables avaient été votés par l'Assemblée législative du Territoire pour le budget de 1957, ce qui amènera certainement l'amélioration des conditions de certaines prisons.

Il semble que l'Autorité administrante tente d'améliorer le statut juridique de la femme afin de la placer dans une situation égale à celle de l'homme. Nous savons quelles sont les difficultés qui se présentent et qui proviennent du fait que les coutumes indigènes doivent être respectées. Mais nous sommes certains que l'Autorité administrante fera ce qu'elle peut pour assurer la protection des droits de la femme.

Mais ces problèmes mis à part, ma délégation voudrait attirer l'attention du Conseil et de l'Autorité administrante sur une question qui est, à son avis, un des problèmes sociaux fondamentaux du Territoire et sur lequel nous avons parlé en détail lors de notre déclaration concernant ce Territoire au cours de la dix-septième session. Ce problème est celui de la stratification sociale provoqué par la création de certaines classes sociales telles que les élites ou les évolués.

Dans une intervention précédente, nous avons indiqué que, bien que ce ne soit pas condamnable et qu'au contraire, il était même sage pour l'Autorité administrante d'encourager un haut degré d'intellectualité parmi l'élite, ce que nous critiquons, à cause du danger qu'elle implique, c'est une politique destinée à élever uniquement le niveau intellectuel de l'élite sur la base d'un enseignement à l'étranger. Un tel système conduit à une scission entre les dirigeants et la population, les premiers négligeant la responsabilité qui leur incombe d'améliorer la communauté toute entière.

Nous voulons souligner ce problème parce qu'il est important et parce qu'il relève directement de l'établissement d'une politique d'enseignement conforme aux buts du régime de tutelle.

Dans le rapport de l'UNESCO, contenu dans le document T/1304/Add.1, nous trouvons une base utile pour l'évaluation du développement de l'enseignement dans le Territoire au cours de la période en question. Nous voyons qu'il y a eu une diminution du nombre des étudiants et que, parmi les étudiants qui s'inscrivent ou qui quittent les écoles, il y a toute une série de problèmes qui doivent être résolus afin que les efforts en matière d'enseignement donnent les résultats espérés.

L'UNESCO estime que l'enseignement professionnel dans le domaine agricole exige une attention accrue, étant donné la place prépondérante occupée par l'agriculture dans l'économie du Territoire. Ma délégation appuie cette recommandation. Elle estime, en outre, que l'enseignement professionnel devrait être étroitement lié aux plans de développement de la communauté.

Nous sommes heureux de prendre note de la création de l'Institut de recherches du Togo. Ses buts sont de faciliter, encourager et coordonner les enquêtes scientifiques pour l'expansion du développement économique et social. Le rapport annuel, aux pages 234 et 238, décrit les activités de cette institution. Notre délégation suivra avec le plus grand intérêt les travaux entrepris par l'IRTO et nous exprimons l'espoir que les enquêtes menées actuellement et celles qu'il se propose d'entreprendre dans l'avenir serviront les intérêts de la population togolaise. Pour ces raisons, nous appuyons la recommandation de l'UNESCO tendant à ce que l'Autorité administrante fournisse des rapports au sujet de la participation de Togolais et d'Africains aux travaux de l'IRTO, ainsi que sur le genre de travail déjà effectué par cette

organisation et les possibilités qu'elle offre aux étudiants togolais d'acquérir la formation technique et scientifique qu'ils pourraient désirer.

J'ai constaté avec satisfaction la création à Lomé d'un centre destiné à l'étude de la structure culturelle et sociale de la population du Territoire, l'Institut français de l'Afrique Noire. Ma délégation espère que cet Institut, ainsi que l'IRTO, profiteront de la participation des habitants du Territoire afin que ce dernier puisse bénéficier pleinement des enquêtes menées pour l'élaboration de programmes ou pour la solution de problèmes particuliers.

Voilà les observations que ma délégation voulait formuler au sujet de la situation existant au Togo sous administration française.

M. SALOMON (Haïti) : Lorsque, le 8 janvier dernier, le représentant d'Haïti à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale rappelait le sort fait à Toussaint-Louverture pour avoir proclamé l'autonomie de Saint-Domingue, il n'entendait certainement pas se livrer à un vain exercice d'humour, même noir, comme l'a si gracieusement prétendu un échotier du "Figaro". Les événements d'il y a un siècle et demi ont pour haïti comme pour la France une signification qu'il a voulu mettre en lumière, signification qu'un journaliste qui se veut spirituel peut se permettre d'ignorer, mais que le représentant qualifié d'un gouvernement ne peut rejeter avec la même légèreté.

En attirant l'attention sur cet épisode de notre histoire, qu'avons-nous voulu faire? Montrer comment en 1801 le concept de l'autonomie heurtait la politique du gouvernement métropolitain et quelle a été la réaction de ce gouvernement.

Toussaint-Louverture, défenseur victorieux de Saint-Domingue, qui avait conclu des accords politiques et commerciaux aussi bien avec les Anglais qu'avec les Américains du Nord, avait décidé que le gouvernement de l'île devait être exercé par les habitants eux-mêmes, la France n'ayant qu'un droit de regard sur les affaires de la colonie. Il avait décidé aussi que la majorité de la population étant composée de noirs, il lui revenait de jouer dans ce gouvernement le rôle principal.

Est-il nécessaire de souligner que l'idée d'autonomie ou d'indépendance interne était en fait en avance d'un siècle et demi sur l'esprit du temps? C'était l'idée moderne du "dominion" si heureusement développée dans le système britannique et qui a débuté avec le Canada en 1867.

Les idées de Toussaint Louverture, concrétisées dans la Constitution de 1801, ont provoqué l'expédition du Général Leclerc. Le Premier Consul ne pouvait tolérer cette tentative d'indépendance qui était, plus qu'un défi à l'autorité de son gouvernement, une menace directe à la tranquillité des colonies.

Peut-être voit-on maintenant comment, en analysant la situation dans le territoire du Togo sous administration française, nous sommes amenés à repenser notre histoire et à nous demander quels sont les mobiles et les fins des actes posés.

La délégation d'Haïti n'entreprendra pas d'examiner à nouveau le statut. Elle l'a déjà fait par deux fois, au Conseil et à l'Assemblée générale. Au surplus, une Mission des Nations Unies se rendra bientôt dans le Territoire et nous étudierons son rapport avec le plus grand soin. Cependant, au cours de cette session, un pétitionnaire bien connu, M. Sylvanus Olympio, Président du Comité de l'unité togolaise, a pensé à se présenter une nouvelle fois devant nous pour nous dire les alarmes de son parti devant l'entrave apportée à l'exercice des libertés politiques.

M. Salomon (Haïti)

Les élections municipales qui devaient avoir lieu au début de ce mois d'avril, ont été renvoyées sine die. Il n'y a nul signe que des élections pour le renouvellement de l'Assemblée législative aient lieu bientôt. La question reste entière : où va-t-on ?

Monsieur le Président, ce n'est pas ce qu'espérait la délégation de Haïti. Nous voulions faire confiance. Nous voulons croire qu'un appel à la compréhension sera entendu et que l'on s'adressera au juge populaire pour départager les tenants de l'opinion publique.

Et la Puissance administrante et les Autorités responsables au Togo y ont intérêt. Il n'est pas inutile de souligner que pour le Cameroun, l'Assemblée territoriale appelée à examiner le Statut qui allait être proposé a été préalablement renouvelée par élection au suffrage universel. Ce n'est pas le seul fait que le Cameroun demeure sous tutelle, en attendant l'indépendance réclamée sans équivoque, qui a pu motiver cette méthode différente. Ou alors, on condamne implicitement tout la procédure suivie pour le Togo, qui ne nous paraît pas bénéficier d'une autonomie intérieure plus large que celle octroyée au Cameroun et contre laquelle est réclamée en échange la levée du régime international.

Ceux qui ont négocié du côté togolais ne devraient que désirer, pensons-nous, confondre leurs adversaires en se soumettant au jugement populaire. Aux yeux de la délégation d'Haïti, ceci paraît d'autant plus impérieux que leur statut personnel les rend vulnérables à la critique.

Faut-il encore expliquer les raisons pour lesquelles la délégation d'Haïti s'est toujours élevée contre l'octroi de la double citoyenneté ? Le refus de la double citoyenneté a été la première ligne de défense juridique du jeune Etat d'Haïti qui acceptait (constitution de 1806) de conserver dans son sein, au seul titre d'Haïtiens, tous les blancs, de quelque nationalité qu'ils fussent, qui consentaient à demeurer dans le pays mais qui refusait l'admission et le droit de propriété à tous autres qui prétendaient s'y présenter en maîtres.

La deuxième ligne de défense juridique est la prescription constitutionnelle transmise jusqu'à nos jours, à savoir que pour être membre du pouvoir exécutif ou membre du pouvoir législatif, il faut, entre autres conditions, être Haïtien et n'avoir jamais renoncé à la nationalité haïtienne. Ces principes motivent tout notre comportement politique. Ils demeurent pertinents, même à notre époque que l'on dit éveillée à la coopération internationale.

Un jeune Etat faible économiquement et militairement, ne peut défendre le principe de son indépendance, ses institutions politiques, son patrimoine national, qu'en acceptant avec prudence dans son sein ceux qui déclarent vouloir partager ses joies et ses vicissitudes ou aspirent à diriger ses destinées.

Toutes ces considérations, nous espérons ne pas avoir à les présenter à nouveau au moment où nous discuterons le rapport de la mission spéciale qui devra nous éclairer sur la situation dans le Territoire du Togo telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau Statut, ainsi que les conditions dans lesquelles ce Statut est appliqué.

Permettez-moi maintenant d'avancer quelques considérations qu'appellent le rapport que nous a fourni l'Autorité administrante pour l'année 1955 et les déclarations qui ont été faites au cours des débats particuliers, par le représentant de la France.

En examinant les conditions économiques dans le Territoire, nous sommes arrivés à la conviction que l'effort primordial devrait se concentrer actuellement sur l'élaboration d'un plan général de développement du Territoire.

L'Autorité administrante, qui a l'expérience des affaires du Territoire, devrait, selon nous, confier à un corps de techniciens l'élaboration de ce plan, qui serait soumis dans un délai approprié à l'appréciation du nouveau Gouvernement togolais. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le contenu de ce plan. J'indiquerai simplement que ce plan, qui remplacerait le plan décennal qui arrive à expiration au cours de cette année, devrait viser des objectifs immédiats et des objectifs à long terme.

Une priorité serait établie dans l'ordre des réalisations de ce programme, qui devra tenir compte de l'importance de l'aide économique que la métropole continuera, éventuellement, à lui fournir pendant le temps pour lequel il aura été élaboré. Ma délégation a noté avec intérêt, à ce propos, que certains membres du Gouvernement togolais se trouvent actuellement en France, où ils mettent au point, avec les Autorités compétentes, le programme d'aide financière qui lui sera octroyé par l'intermédiaire, semble-t-il, du FIDES.

En attendant la mise au point du plan général de développement, l'Autorité administrante ne doit pas perdre de vue que l'avancement du Territoire ne peut souffrir d'attente. Il est donc indispensable qu'elle continue de considérer

activement les projets en cours et parmi eux, nous pouvons citer la mise en exploitation actuelle des gisements de phosphates par la Société minière du Bénin, qui constitue l'une des phases les plus constructives du développement du Territoire. Il faut espérer que l'Autorité administrante ne s'arrêtera pas en si bon chemin et que des efforts similaires seront entrepris pour l'extraction, dans un avenir prévisible, des minerais de fer et de bauxite dont des indices importants de gisement semblent avoir été révélés.

La délégation d'Haïti a noté avec certaines appréhensions le fait que malgré l'augmentation de leur production, les prix pour certains produits de base tels que le cacao et le café, ont connu une baisse sensible au cours de l'année considérée. Ma délégation estime que la Caisse de stabilisation des cours, renforcée par les subsides de la métropole, devrait prêter une aide accrue aux producteurs de café et de cacao, principales richesses du Territoire, dont la baisse continue des prix menacerait l'équilibre économique du Territoire.

D'autre part, l'étude des tendances du marché devrait être entreprise par l'Autorité administrante en collaboration, peut-être, avec la Chambre de commerce internationale, pour pouvoir, au besoin, ajuster à ces tendances le développement économique basé sur les revenus tirés des produits en question. Ceci éviterait au Territoire de se trouver à un moment quelconque, dans une situation économique imprévue et difficilement réparable.

Je voudrais ajouter, dans un autre ordre d'idées, que la production d'électricité dans le Territoire demeure beaucoup trop faible. Des conditions favorables devraient être créées peut-être, pour l'établissement de nouvelles usines d'électricité. Ceci permettrait à l'industrie de prendre un plus large essor. Le Conseil de tutelle a recommandé la création de nouvelles entreprises industrielles, et notamment d'industries textiles et alimentaires. Comment ces industries pourront-elles fonctionner si des sources accrues d'électricité ne sont pas fournies? Nous nous permettons de souhaiter que le problème de la production et de la distribution de l'électricité, se voie accorder une très haute priorité parmi les travaux qui seront immédiatement entrepris dans le Territoire sous l'égide du nouveau plan rationnel de développement, dont l'établissement est si désirable.

Répondant à une question posée par notre délégation, le représentant de la France a déclaré qu'aucune difficulté spéciale ne s'oppose à l'immatriculation des droits fonciers dans le Territoire. J'en conclus qu'il y aurait lieu de

M. Salomon (Haïti)

poursuivre activement, dans les villes, en particulier, et aussi dans les zones rurales, ces opérations d'immatriculation, de façon à donner à ceux qui détiennent régulièrement des terres un sentiment net de leur qualité de propriétaires autorisés, par conséquent, à y entreprendre des cultures pérennes.

Cependant, parallèlement, il y aurait lieu de rechercher si, sur la structure tribale, autochtone, dans laquelle la terre est une propriété collective placée sous le contrôle du chef de village, il n'y aurait pas moyen d'établir un système de développement communautaire semblable à ceux qui ont été entrepris avec succès dans d'autres régions du monde. Je crois que les efforts des Nations Unies pendant ces dernières années ont tendu à mettre en lumière la valeur exceptionnelle du développement communautaire pour une meilleure ascension économique des pays insuffisamment développés.

Le développement communautaire permettrait, entre autres, de s'attaquer avec succès au problème de la conservation des sols dans le Territoire. Il est heureux de constater que l'Autorité administrante prête à ce problème une attention particulière.

La conservation des sols doit, assurément, faire partie des mesures à long terme du Gouvernement du Togo. C'est pourquoi il est important d'intéresser la population locale aux travaux de construction qui seront entrepris dans ce domaine, afin qu'elle se rende compte de l'importance vitale des travaux et qu'elle ait le souci de les entretenir et d'entreprendre des travaux similaires là où il y a place pour l'initiative individuelle et privée et où, vu l'extrême fragilité des sols du Territoire, on ne devrait pas attendre l'action des autorités.

J'en viens au domaine de la santé publique dans le Territoire. Ma délégation estime que, dans ce domaine, l'Autorité administrante suit la bonne voie. En effet, si le nombre d'hôpitaux ou de centres hospitaliers dans le Territoire n'a pas encore atteint le niveau désirable, l'organisation de l'approvisionnement de ces centres, ainsi que la valeur du personnel qui les dessert, constituent une contribution remarquable de l'Autorité administrante au progrès du Territoire.

D'autre part, les luttes entreprises pour circonscrire l'action de maladies telles que la variole, la fièvre jaune, la maladie du sommeil et pour arriver à l'éradication du pian, du paludisme et de la lèpre, sont certainement dignes d'éloges. Il y a lieu seulement de souhaiter que le Territoire continue de bénéficier de fonds suffisants pour maintenir sans défaillance son action vigilante dans le domaine de la santé publique.

J'en arrive au domaine de l'éducation. La Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1955 exprimait, dans son rapport, l'espoir que l'Administration poursuivrait et intensifierait ses efforts afin que, dans un avenir prochain, le Territoire soit doté de suffisamment d'écoles pour que le principe de l'enseignement primaire obligatoire s'y trouve appliqué. Nous avons entendu le représentant de la France nous confirmer ce que déclarent le rapport de l'Autorité administrante et le représentant de l'UNESCO, à savoir que des progrès sont constamment réalisés dans cette direction. Sans doute, beaucoup a été fait, mais davantage reste encore à faire et nous ne doutons pas que l'Autorité administrante ne prendra toutes les mesures nécessaires pour augmenter le nombre des écoles, améliorer leur répartition géographique, favoriser l'accroissement des effectifs, accélérer la formation des maîtres, tout en maintenant le niveau actuel des études primaires. La sélection qui se produit à la fin du cycle des études primaires et secondaires limite le nombre des élèves admis à poursuivre des études secondaires ou supérieures. C'est certainement là un phénomène tout naturel, qui comporte peut-être un certain danger dans un pays insuffisamment développé où les occasions offertes aux jeunes gens sont nécessairement limitées. L'expérience dans d'autres régions du monde montre que les éléments d'agitation ou d'instabilité sociales se recrutent précisément dans cette cohorte composée souvent de ratés ou de demi-savants. Ce serait certainement l'occasion de penser au développement accru de l'enseignement professionnel et de l'enseignement agricole.

Grâce à l'enseignement technique et professionnel soigneusement dispensé, le Territoire disposerait de ce noyau de techniciens, d'artisans et d'ouvriers spécialisés indispensable si l'on veut arriver au développement industriel du Territoire.

Ce que je viens de dire de l'enseignement professionnel est encore plus vrai de l'enseignement agricole. Je dois dire que nous avons cherché en vain, dans le rapport de l'Autorité administrante, des renseignements précis sur le développement de l'enseignement agricole dans le Territoire. Sans doute, nous avons noté que dix "moniteurs" d'agriculture ont pu être formés. Mais nous avons cru déceler qu'il ne s'agissait pas là d'un programme à l'échelle du pays et surtout des besoins de ce Territoire dont la vocation agricole a été maintes fois soulignée et mise en relief.

Ma délégation estime qu'il est grand temps d'y remédier. Je me demande s'il ne pourrait pas être créé dans le Territoire des écoles d'agriculture qui recruteraient leurs contingents au niveau des classes de septième et de seconde, de façon à absorber une partie notable des élèves qui sont moins doués pour les études purement classiques. Au niveau inférieur, après un nombre approprié d'années d'études pratiques, le Territoire aurait formé ce qu'on appellerait des agents agricoles, et au niveau plus élevé, des agronomes, en attendant que l'organisation de l'enseignement supérieur dans le Territoire vienne lui permettre de former les éléments avancés et les ingénieurs agronomes dont il aura besoin des ses premiers pas dans la voie de l'autonomie réelle.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, nous n'avons qu'une recommandation à formuler : c'est que l'Autorité administrante, qui en sera encore responsable selon le nouveau Statut du Togo, continue à accorder une considération particulière à la qualité de l'enseignement dispensé dans le Territoire car, ainsi que le déclare si justement le rapport lui-même, la qualité de l'enseignement se mesure à la valeur des maîtres et aux résultats des examens. Cela sous-entend une attention spéciale à la formation des maîtres et à leur statut, ainsi qu'aux programmes d'enseignement dans le Territoire. Ce qui importe avant tout, c'est qu'en dépit de toutes considérations, d'où qu'elles viennent, le niveau de l'enseignement soit maintenu.

Sans doute, il y a lieu de noter que, pour l'année sous revue, le pourcentage d'échecs aux divers examens dans les cours supérieurs a été sensiblement élevé, mais nous ne pensons pas qu'il y ait là un phénomène particulier.

Le moment ne semble pas encore venu de créer des établissements d'enseignement supérieur au Togo. Cependant, nous estimons que l'Autorité administrante doit y penser sérieusement. Le programme de bourses d'études supérieures en France est appelé à suppléer à cette carence pendant un certain temps. Néanmoins on peut présumer que, dans un avenir prévisible, il sera indispensable d'arriver à la création d'établissements supérieurs dans le Territoire, au moins pour quelques-unes des disciplines.

Ce sont là les quelques considérations que ma délégation entendait faire à ce stade des débats sur la situation d'un Territoire qui n'aura pas fini de sitôt de préoccuper le Conseil.

Il ne ne reste plus, Monsieur le Président, qu'à vous remercier de m'avoir donné la parole. Je ne terminerai pas sans remercier le représentant de la France de la coopération qu'il a apportée au Conseil et à ma délégation dans l'examen du rapport annuel sur le Togo.

La séance, suspendue à 16 heures, est reprise à 16 h.20.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Le point à l'ordre du jour est intitulé : Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française pour 1955. On sait qu'il est d'usage, pour le Conseil de tutelle, de procéder à un tel examen sur la base, en plus du rapport annuel, des renseignements plus récents fournis par l'Autorité administrante et le Représentant spécial. Cette pratique n'a pas été suivie en l'occurrence. Nous n'avons pas bénéficié de la collaboration à laquelle nous avons droit en vertu de l'accord de tutelle, d'un représentant spécial. Pas davantage n'avons-nous reçu de renseignements complémentaires de l'Autorité administrante sur les événements qui se sont produits dans le Territoire depuis 1955, comme le prévoit l'accord de tutelle. Le Gouvernement français s'est engagé, en signant l'accord de tutelle, à déléguer au Conseil un représentant spécial et à fournir des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux suggestions ou recommandations tant de l'Assemblée générale que du Conseil de tutelle. Les raisons données de l'absence d'un représentant spécial ne sont pas très convaincantes. Je reconnais que l'éminent représentant de la France a déployé de magnifiques efforts pour tenir le rôle d'un représentant spécial. Mais il serait peu réaliste de prétendre que le Conseil n'a pas manqué de cette connaissance plus intime et approfondie des choses du Territoire qui s'attache d'ordinaire à la qualité de représentant spécial. Plus sérieux encore est l'absence de documentation concernant les récents événements survenus dans le Territoire. On nous a entretenus d'un décret du 22 mars 1957 amendant un décret antérieur relatif au statut du Territoire. Nous comprenons mal qu'un texte de cette importance n'ait pas été officiellement communiqué au Conseil de tutelle.

Le représentant de la France nous a dit qu'une Mission spéciale avait été chargée par l'Assemblée générale de se rendre dans le Territoire sous tutelle, ce qui, selon lui, enlevait beaucoup de son intérêt au débat actuel. Nous ne saurions accepter cette vue. Nous n'estimons pas que le présent débat perde de son intérêt du fait de l'envoi d'une Mission spéciale de l'Assemblée générale. Les Puissances non administrantes, à tout le moins, ont montré qu'elles s'intéressaient profondément à l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle. On sait que cette Mission est chargée d'étudier, sur place,

M. Jaipal (Inde)

"l'ensemble de la situation telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau statut, ainsi que les conditions dans lesquelles ce statut est appliqué, et d'adresser au Conseil de tutelle, pour examen, un rapport sur cette question où elle indiquera ses observations et propositions". La Mission est chargée d'une tâche précise. Le Conseil de tutelle n'est pas libéré pour autant de sa fonction normale qui est, aux termes de l'article 87 de la Charte, d'examiner les rapports annuels. Au contraire, l'Assemblée générale, dans sa résolution, "Prie le Conseil de tutelle d'étudier la question, en tenant compte du rapport de la Commission, et de communiquer les résultats de son étude à l'Assemblée générale, à sa douzième session".

Malheureusement, le Conseil n'a pu, jusqu'à présent, avoir connaissance du nouveau statut et des amendements qui y ont été apportés. A sa dernière session extraordinaire, le Conseil de tutelle n'avait pu examiner les réformes, parce qu'elles étaient liées à la fin du régime de tutelle. Aujourd'hui, alors qu'il pourrait le faire, une moitié du Conseil entend retarder cet examen jusqu'à ce que nous disposions du rapport de la Mission de l'Assemblée générale sur l'application pratique du statut.

Pour sa part, la délégation de l'Inde présentera ses vues sur le nouveau statut, sur l'audition du pétitionnaire aussi bien que sur les autres conditions prévalant dans le Territoire sous tutelle.

En ce qui concerne le statut, nous avons énoncé notre position de façon assez approfondie devant l'Assemblée générale, à sa dernière session. Selon nous, ce Territoire n'est pas plus autonome qu'il ne constitue une république. Il n'a l'attribut ni de l'un ni de l'autre. Il suffit de considérer les pouvoirs réservés à la République française pour s'en rendre compte. On y trouve cependant une mesure limitée d'autonomie intérieure et l'amorce du système parlementaire de gouvernement.

La situation actuelle, on le sait, découle d'une motion adoptée par l'Assemblée territoriale, le 4 juillet 1955 (date qui rappelle la naissance du nationalisme dans le pays où siège l'Organisation des Nations Unies). Mais cette motion a été adoptée par une assemblée élue sur la base d'un suffrage extrêmement restreint; de surcroît, les élections ont été boycottées par l'un des principaux partis politiques. La Mission de visite de 1955 l'avait expressément indiqué. Le Parti togolais du progrès a fourni la plupart des membres du Conseil de gouvernement et tous les membres de l'Assemblée territoriale.

M. Jaipal (Inde)

Il importe de se rappeler l'origine de la présente situation, de savoir qu'elle dérive de l'action, dans le Territoire, d'un groupe déterminé.

On se souvient qu'à l'occasion du débat sur le Cameroun sous administration française, l'an dernier, au sein de ce Conseil, le représentant de l'Inde, M. Krishna Menon, avait déclaré qu'aucune partie de la population d'un territoire sous tutelle ne pouvait unilatéralement s'ériger en gouvernement et proclamer la fin du régime de tutelle. J'attire l'attention du Conseil sur le document A/C.4/341, dans lequel le Gouvernement du Togo déclare que l'accord de tutelle a pris fin le 28 novembre 1956, avec toutes les conséquences qui en résultent.

La situation existante est donc extraordinaire puisque, dans un Territoire sous tutelle, le parti majoritaire a déclaré que le système de tutelle avait pris fin. C'est, à notre avis, le signe que l'essence du système international de tutelle a été mal comprise. Dans le Cameroun français, le parallèle a consisté en des tentatives de subversion d'une nature quelque peu différente. Mais ne s'agit-il pas ici d'efforts faits pour saper le régime de tutelle? Nous savons que le système de tutelle ne peut prendre fin que si son objectif - c'est-à-dire l'autonomie ou l'indépendance - a été atteint. Toute autre procédure irait à l'encontre de la Charte et de l'Accord de tutelle.

C'est la raison pour laquelle nous fûmes heureux d'entendre le représentant de la France - qui était alors le Ministre de la France d'outre-mer en personne - déclarer lors de la 582ème séance de la quatrième Commission de l'Assemblée générale, l'an dernier, que son gouvernement ne demanderait pas qu'il soit mis fin au système de tutelle si le débat et la résolution qui s'ensuivrait étaient acceptables pour la France. Dois-je rappeler que la France vota en faveur de cette résolution? Ce vote favorable doit donc être interprété comme témoignant du fait que la France ne réclame plus, sur la base du statut politique, la fin du système de tutelle.

Sous certains aspects, ce statut nous inquiète. Dans sa première partie, on cherche à établir, sur le plan juridique, des liens avec la République française, liens qui devaient de toute évidence remplacer ceux qui découlaient de l'Accord de tutelle. S'il en avait été autrement, la fin du système de tutelle n'aurait pas été liée aux réformes. Le représentant de la France a affirmé ici même, à maintes reprises, que le Territoire sous tutelle n'a pas été intégré à la République française et qu'aucune mesure décrétée par la France n'affecte l'intégrité de l'Accord de tutelle. Il nous plairait de le croire. Cependant, nous avons entendu le pétitionnaire nous parler d'un communiqué de presse officiel de l'ambassade française dans ce pays attribuant au Président du Conseil français une déclaration selon laquelle le nouveau statut accorderait l'autonomie dans le cadre de la République française. Dans ces conditions, notre perplexité est bien compréhensible, puisque nous nous trouvons en face de déclarations contradictoires. Il est très

important, à notre avis, que le malentendu soit dissipé au plus vite. Peut-être le Territoire sous tutelle n'a-t-il pas été intégré dans la République française du point de vue constitutionnel, mais on décèle cependant certaines caractéristiques de l'intégration. Par exemple, aux termes de l'article premier, la République française garantit l'intégrité territoriale du Togo. Aux termes d'un autre article du statut, le Territoire sera représenté dans les organes centraux de la République française. Un autre article encore établit le système de la réciprocité de droits pour les Français et pour les Togolais en ce qui concerne la citoyenneté. Nous relevons en passant que cette mesure comporte une discrimination au détriment des ressortissants des autres Etats Membres des Nations Unies et qu'elle est, par conséquent, contraire à l'article 8 de l'Accord de tutelle. Il est prévu, en outre, que l'Assemblée législative du Territoire sous tutelle ne peut promulguer des lois que si elles sont conformes aux dispositions du préambule de la Constitution de la République française. Si toutes ces dispositions ne témoignent pas d'une tendance à l'intégration - pour ne pas dire plus -, nous voudrions bien savoir ce qu'elles signifient.

Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le rapport spécial concernant les unions administratives (document A/2151), datant de 1952, dans lequel on trouve une déclaration du Gouvernement français. Je voudrais donner lecture de certains passages de ce rapport, qui résument les vues de l'Autorité administrante en ce qui concerne les relations entre le Territoire et l'Union française. C'est ainsi que nous lisons, à la page 53, les mots suivants :

"La Constitution de 1946 a été votée et promulguée à une époque où les Accords de tutelle relatifs au Togo et au Cameroun n'étaient pas encore intervenus. Le constituant ne pouvait donc pas préjuger les dispositions des Accords."

Plus loin nous lisons :

"Le statut des Territoires associés, sur lequel la constitution garde le silence, s'établit donc exclusivement par référence au régime international de tutelle."

Plus loin encore, nous trouvons :

"Néanmoins, le législateur français a voulu aller plus loin, estimant que la soumission aux lois et au Gouvernement de la République française avait pour contrepartie nécessaire, dans un système démocratique, la participation à l'élection des assemblées centrales chargées de légiférer et de contrôler le gouvernement. C'est pourquoi il a mis les populations du Togo et du Cameroun en mesure de faire entendre leur voix et de défendre leurs intérêts au sein du Parlement et de l'Assemblée de l'Union française ..."

Il semble qu'il s'agît là d'une phase du processus de formation parlementaire. Nous lisons encore :

"Les droits politiques ainsi conférés aux ressortissants du Togo et du Cameroun n'impliquent pas que ceux-ci possèdent la nationalité française."

Après avoir pris connaissance de ces observations de source française, le Conseil avait accepté cette interprétation, mais en déclarant qu'il ne se considérait pas comme compétent pour évaluer les théories de droit constitutionnel découlant des mesures prises et des liens établis entre les deux Territoires et l'Union française.

On remarque que le rapport dont j'ai cité certains passages s'attachait à étudier les relations entre les Territoires sous tutelle, d'une part, et d'autre part l'Union française (et non pas la République française).

Nous voudrions savoir quelle est la situation aujourd'hui. Le Comité permanent des unions administratives devra revenir sur l'examen de ce problème et, notamment, de l'article 4 A de l'Accord de tutelle qui autorise la France à administrer le Territoire conformément au droit français et à établir des unions administratives, des unions douanières ou des fédérations avec des territoires adjacents, mais ne l'autorise certes pas à l'intégrer à la République française. Il serait très utile que l'Autorité administrante fasse connaître au Conseil de tutelle son évaluation de la situation constitutionnelle d'aujourd'hui. Ce faisant, elle se souviendra certainement des dispositions de l'article 26 de la Constitution française selon lequel est nulle et non avenue toute législation intérieure française contraire à l'Accord de tutelle, ce dernier étant un traité diplomatique entre la France et les Nations Unies.

Etant donné cet article 26 qui garantit la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord de tutelle, il nous est difficile de voir ce qu'on veut dire par les mots : "tutelle provisoire" que l'on trouve à la section No 10 du nouveau Statut. Ces mots donnent l'impression que le statut affecte en quelque sorte l'Accord de tutelle. Nous pensons donc qu'il faut porter remède à cette situation.

J'en viens à l'audition du pétitionnaire. Ce qui est important, c'est le caractère raisonnable de la demande du pétitionnaire qui témoigne de la modération du parti politique qu'il représente. Ce n'est pas souvent que l'on rencontre des forces nationalistes modérées et il est extrêmement important de veiller à ce que ce nationalisme ne soit pas négligé à cause même de sa modération.

Le pétitionnaire demande des élections libres. Elles ont d'ailleurs été recommandées par l'Assemblée générale et aussi, il y a deux ans, par la mission de visite. Malheureusement, cette recommandation s'est heurtée à certains retards, à certaines hésitations, et ce qui est curieux, c'est que ce soit le parti de la minorité qui réclame des élections. Ce qui est encore plus curieux, c'est que le Cameroun français, qui a posé des problèmes difficiles, a déjà eu des élections sur la base du suffrage universel des adultes. Ce suffrage des adultes a été établi l'année dernière. La population y a eu recours lorsqu'un plébiscite a eu lieu sur l'éventuelle fin du système de tutelle eu égard au nouveau Statut. Or le nouveau Statut est maintenant en vigueur, mais les institutions qu'il crée ne sont pas fondées sur le suffrage universel des adultes et, par conséquent, l'application du Statut n'est pas entre les mains de représentants du peuple élus au suffrage universel des adultes.

Pour notre part, nous ne voyons pas de difficulté pratique à l'organisation d'élections. Il n'y a aucun trouble dans le Territoire. Le parti qui est au pouvoir a été investi de la responsabilité de décider quand il y aurait lieu de procéder à des élections. Or celles-ci ne sont pas annoncées. Au contraire, le gouvernement a même décidé d'ajourner sine die les élections municipales.

Ce sont là des signes malsains pour un territoire qui est appelé à devenir une démocratie autonome. Selon nous, l'Autorité administrante ne peut vraiment pas prétendre qu'il appartient maintenant au gouvernement territorial d'appliquer les recommandations de l'Assemblée générale en faveur d'élections. La France a voté la résolution de l'Assemblée générale et la France, en tant qu'Autorité administrante, doit, aux termes de la Charte et de l'Accord de tutelle, mettre en place des organes représentatifs et démocratiques dans ce Territoire.

Rappellerai-je l'article 5 de l'Accord de tutelle qui déclare sans équivoque que l'Autorité administrante doit prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer une participation des populations locales à l'administration du Territoire par le développement d'organes démocratiques représentatifs? L'Assemblée législative actuelle, qui est représentative en un certain sens, n'est fondée que sur la moitié des électeurs. Au gouvernement territorial, deux ministres seulement sont membres de l'Assemblée législative et l'un d'entre eux, le Premier Ministre, est un citoyen français qui a renoncé à la citoyenneté togolaise. Aucun des autres ministres de s'est jamais présenté à une élection. Cet état de choses est vraiment peu satisfaisant.

Me permettra-t-on de souligner que la mission créée par l'Assemblée générale est appelée à étudier la situation résultant de l'application pratique du Statut? J'insiste sur ces mots : "application pratique". Le Statut est maintenant entré en vigueur en théorie; mais, en pratique, il n'a pas encore été appliqué conformément à ses dispositions fondamentales. Selon nous, on ne peut appliquer le Statut sans que des élections aient lieu car ce serait aller à l'encontre de l'objectif fondamental de la nouvelle loi qui devait introduire le suffrage des adultes. C'est pourquoi, à notre sens, la mission de l'Assemblée générale devrait visiter le Territoire seulement après que des élections auraient eu lieu et que des organes nouvellement élus auraient commencé à appliquer le Statut. En d'autres termes, le Statut ne peut être mis en oeuvre et appliqué en pratique qu'après que des élections auraient eu lieu car c'est alors seulement que

l'application du Statut pourra être examinée comme elle le mérite et évaluée par la Mission de l'Assemblée générale. Tout examen qui aurait lieu avant les élections serait incomplet et les résultats en seraient illusoires. Le Statut n'a d'intérêt que s'il est mis en pratique par des représentants élus au suffrage universel des adultes et c'est l'application pratique du Statut par de tels représentants de la population que l'Assemblée générale veut étudier. Si la Mission de l'Assemblée générale ne peut voir le Statut véritablement mis en pratique, il ne servira de rien d'envoyer une mission dans le Territoire.

Nous avons été très frappés par la déclaration du pétitionnaire selon laquelle son parti a perdu toute confiance en la capacité de l'Autorité administrante de garantir des élections libres dans le Territoire. Pour nous, nous avons pleine confiance en l'Autorité administrante à tous égards, mais les craintes du pétitionnaire sont, de toute évidence, le résultat de l'expérience et c'est pourquoi le Conseil de tutelle ne saurait rester sourd à son appel.

Il convient de rappeler les conclusions de la Mission de visite de 1955, selon lesquelles les partis d'opposition, dans ce Territoire, ne pouvaient se livrer à des activités politiques. Le représentant de la France a dit récemment que la protection de l'exercice des libertés publiques est maintenant du ressort du gouvernement territorial. Or, d'après le décret du 22 mars 1957, l'exercice des libertés publiques est encore un sujet réservé à la France. Ce n'est que l'application pratique qui est du ressort du Gouvernement territorial, sous le contrôle, évidemment, de l'Autorité administrante, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'Accord de tutelle. C'est l'Autorité administrante qui doit garantir l'exercice des libertés publiques et veiller à ce que les mesures prises à cet égard soient justes et impartiales. Nous ne saurions accepter l'argument selon lequel le Gouvernement territorial étant maintenant responsable de la protection de ces libertés, l'Autorité administrante n'a plus à s'en préoccuper. Ce serait aller à l'encontre de l'Accord de tutelle. Ceux qui sont responsables de la protection des libertés publiques peuvent également refuser d'accorder ces droits. Il est donc important que l'Autorité administrante et le Conseil veillent à ce que les responsables de la garantie des libertés publiques soient en même temps les véritables représentants de la population et détiennent leur autorité du suffrage universel des adultes.

J'ai peu à dire en ce qui concerne les domaines économique, social et de l'enseignement. Pendant la période des questions, nous avons dit ce qui nous préoccupait ou nous intéressait. Je ne doute pas que d'autres délégations n'aient des suggestions précises à formuler. Pour notre part, nous voudrions attirer l'attention sur la faiblesse fondamentale de l'économie de ce Territoire, les subventions et l'aide extérieure venant surtout de la France. La dernière Mission de visite a été frappée par cet aspect du problème et l'a souligné. Nous ne voyons pas très bien les raisons pour lesquelles l'économie de ce Territoire ne repose pas sur de meilleures fondations. Cette région est peu différente de celles qui l'entourent. Je pense, par exemple, au nouvel Etat du Ghana. Cette question mérite d'être étudiée attentivement par le Conseil ou, peut-être, par un groupe plus expérimenté, par une mission économique spéciale.

La situation budgétaire dépend de la fluctuation des prix sur les marchés mondiaux de certains produits.

Un autre aspect négatif est l'existence, dans cette partie de l'Afrique, d'économies en concurrence plutôt que d'économies complémentaires. En fin de compte, ces régions, au lieu de se compléter les unes les autres risquent de dépendre, dans une très grande mesure, des marchés étrangers, sur d'autres continents, avec les conséquences politiques qui en découlent.

Nous devons attirer l'attention sur les pouvoirs réservés, dans le Statut, en ce qui concerne le progrès économique. La France est encore responsable de l'administration des devises, de la monnaie, du commerce extérieur, des douanes, qui sont très importants pour l'économie du Territoire.

Nous n'avons mentionné ces points que pour souligner que l'Autorité administrante conserve de vastes pouvoirs dans le domaine du développement économique. L'exercice de tels droits peut avoir une influence bénéfique sur l'économie du Territoire, mais nous espérons que la tâche qui consiste à donner à ce dernier une économie stable et autonome ne sera pas négligée. Cette question sera certainement examinée attentivement lorsque le nouveau plan de développement sera connu.

Dans le domaine du progrès social, nous notons qu'aucun différend n'est intervenu dans le monde du travail et que les salaires minima sont satisfaisants. Toutefois la condition de la femme continue de nous inquiéter, de même que la pratique courante de la polygamie, le prix payé pour les femmes et l'alcoolisme.

Des progrès remarquables ont été accomplis dans le domaine de la santé publique et je suis certain que les habitants du Territoire n'ont eu qu'à s'en féliciter. En ce qui concerne les hôpitaux, la faiblesse réside dans le fait que l'hôpital général de Lomé n'a pas d'équivalent dans le Nord. Cette lacune oblige les malades graves à faire de longs déplacements pour se rendre dans le Sud du Territoire. Cette question devrait être examinée à la lumière des besoins de la partie nord du Territoire.

En ce qui concerne le domaine de l'enseignement, nous devons reconnaître la contribution croissante de l'UNESCO. Dans ses observations très détaillées, cet organisme a déclaré que des progrès avaient été réalisés et que des fonds de plus en plus importants étaient consacrés à ce domaine. Toutefois il semble que les calculs qui ont été faits en ce qui concerne la fréquentation des écoles

et la population d'âge scolaire ne soient pas très justes. Les conclusions qu'on en tire sont assez bizarres. On voit les écoles croître beaucoup plus vite que la population. Mais certains aspects sont encourageants. Davantage d'enfants, dans le Nord, fréquentent les écoles. En ce qui concerne l'enseignement des filles, de nombreux efforts ont été accomplis.

La population d'âge scolaire augmente au niveau secondaire, mais lentement. Quant à l'enseignement supérieur, il n'existe pas dans le Territoire, mais seulement en France. C'est là un problème sérieux, car le Territoire fait des progrès rapides dans le domaine politique. Il est donc nécessaire que le Territoire dispose de moyens suffisants pour former les chefs de demain. Nous ne saurions avoir confiance en l'avenir s'il n'y a, dans le Territoire, que trois avocats pour un million d'habitants.

Avant de conclure, je voudrais féliciter le représentant de la France, M. Bargues, pour l'aide précieuse qu'il nous a apportée. Il a égalé les plus éminents représentants des Autorités administrantes.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Lors de l'examen de la situation politique dans le Territoire sous tutelle du Togo, on a fait valoir, tout d'abord, les réformes appliquées dans ce Territoire. Parfois, on n'a fait que les mentionner, afin de laisser dans l'ombre l'ensemble du problème du développement politique du Territoire. On a également fait des tentatives pour examiner ces réformes de façon abstraite, sans tenir compte des conditions pratiques dans lesquelles elles sont mises en oeuvre ni des objectifs qu'elles visent.

M. Lobanov (URSS)

A mon avis, plus que jamais dans ce cas particulier, il est indispensable de se souvenir de cette règle de la dialectique selon laquelle la vérité est quelque chose de concret. Cette méthode abstraite nous brouille la perspective véritable pour ce qui est du progrès du Territoire et, pour parler plus clairement, la déforme. Il est absolument nécessaire de nous arrêter brièvement sur cette question et de l'examiner dans la perspective qui convient. J'ai fait à cet égard une réserve. L'Union soviétique a, en temps voulu, longuement parlé de ce prétendu nouveau Statut du Togo. Nous avons montré de façon convaincante le caractère extrêmement limité de l'autonomie qu'il confère. Je ne répéterai pas toutes les conclusions que j'ai déjà fait valoir car, depuis l'époque à laquelle nous avons parlé à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale, il n'y a absolument eu aucun changement.

A l'heure actuelle, nous estimons indispensable d'appeler l'attention sur le fait suivant. Si l'Autorité administrante, en instituant le suffrage universel et en développant les pouvoirs des organes législatif et exécutif du Territoire, voyait, dans ces mesures, un pas dans la voie qui mènerait à l'indépendance et si elle avait indiqué un délai à l'expiration duquel on aboutirait à l'indépendance, on pourrait dire que, dans ce cas, ces mesures mériteraient d'être approuvées et appuyées. Mais si tout cela ne se fait qu'au prix de certaines réformes et soustrait le Territoire au contrôle de l'Organisation des Nations Unies, en le joignant, en fait, aux autres territoires de la Puissance administrante, on ne peut guère voir dans ces mesures un témoignage de progrès. En effet, leur mise en oeuvre ne rapproche pas, mais au contraire éloigne, le Territoire des objectifs du régime de tutelle. C'est précisément la situation qui règne maintenant dans le Territoire sous tutelle du Togo.

Il est vrai que l'Autorité administrante a renoncé temporairement à ce qu'elle exigeait précédemment, c'est-à-dire la cessation de la tutelle. Mais ce n'est qu'une renonciation temporaire. Ce refus temporaire n'est rien d'autre qu'une manoeuvre tactique dictée par la situation qui s'est créée à l'Assemblée générale. En effet, ce geste de l'Autorité administrante a-t-il été suivi d'actes concrets qui nous convaincraient que l'on mène le Territoire vers l'indépendance? C'est une chose qu'on ne peut évidemment affirmer. Même une recommandation incontestable de l'Assemblée générale telle que celle concernant

M. Lobanov (URSS)

les élections au suffrage universel à l'Assemblée législative, a été ignorée par l'Autorité administrante. L'on sait que l'Assemblée territoriale, qui est maintenant devenue l'Assemblée législative, a été élue en 1955 dans le cadre d'un suffrage restreint alors qu'une grande partie, sinon la majorité des électeurs, l'ont boycottée. Elle n'est pas, par conséquent, un organe représentatif. C'est précisément pour cette raison que l'Assemblée générale a recommandé de procéder à des élections qui permettraient d'avoir un organe législatif représentatif. Or, la Puissance administrante, se fondant sur l'opinion de cet organe qui n'est pas représentatif, ignore la recommandation de l'Assemblée générale. Le suffrage universel est une déclaration vide de substance car, jusqu'à présent, personne n'a encore eu l'occasion d'exercer ce droit.

A ce propos, j'estime qu'il est indispensable de noter que les considérations émises ici par le pétitionnaire ont du poids et sont parfaitement justes. Je suis d'accord avec le représentant de l'Inde pour estimer que ces vœux et ces considérations émis par le pétitionnaire sont raisonnables, et je voudrais souligner, une fois de plus, qu'ils sont justes et tout à fait fondés.

Quant aux réformes mises en oeuvre dans le Territoire, nous estimons qu'il est absolument indispensable, une fois de plus, de répéter que toutes ces réformes pourraient acquérir une certaine importance, mais uniquement dans le cas où elles seraient considérées comme un pas en avant vers l'indépendance et si l'Autorité administrante fixait un délai concret à l'expiration duquel les buts du régime de tutelle seraient atteints. Sinon, quelles que soient les réformes que l'on mette en oeuvre, elles perdront leur sens si l'on refuse à la population son indépendance.

Pour ce qui est du progrès économique du Territoire, la délégation de l'Union soviétique a longuement fait connaître son point de vue sur cette question lors de sessions précédentes. Elle a émis une série de vœux précis qui, malheureusement, n'ont pas été pris en considération par l'Autorité administrante. Je ne veux pas abuser du temps du Conseil et c'est pourquoi je ne répèterai pas ce que nous avons dit précédemment. Je me limiterai simplement à exprimer l'espoir que l'Autorité administrante prendra ces suggestions en considération, ainsi que les vœux émis par de nombreuses autres délégations et qu'on a ignorés jusqu'à maintenant.

M. Lobanov (URSS)

J'estime également indispensable d'appeler l'attention du Conseil sur un élément extrêmement important, à savoir sur le caractère de l'utilisation des ressources minières dans le Territoire. Le représentant de la France a dit au Conseil que cinq concessions avaient été accordées pour l'exploitation des phosphates. On évalue à 500 millions de tonnes les possibilités de production. On prend des mesures pour créer un port spécialement pour l'écoulement de ce phosphate. Nous avons également su que l'on procédait à des prospections pour trouver du fer, de l'aluminium, du chrome, etc. Les concessions sont, ainsi qu'on nous l'a dit, données pour une durée de cinquante ans et elles sont accordées aux sociétés qui ont de gros capitaux ou qui ont acquis une certaine expérience dans les colonies africaines ou dans les anciennes colonies.

M. Lobanov (URSS)

Il importe de noter que le Territoire lui-même ne participe absolument pas à l'exploitation des ressources minières sous prétexte qu'il ne dispose pas de capitaux. Et cela se passe dans un Territoire sous tutelle qui ne possède aucune indépendance. La déclaration du représentant de la France, suivant laquelle le Gouvernement du Togo et l'Assemblée législative seraient responsables de cette situation, ne fait que souligner une fois de plus le caractère des réformes auquel le représentant de l'Autorité administrante se réfère souvent. Nous voyons clairement aussi quels sont les buts visés par ces réformes. Une pareille méthode pour l'exploitation des ressources minérales témoigne-t-elle du progrès du Territoire dans la voie de l'indépendance ? Si c'est là l'indépendance, qu'est-ce donc que le colonialisme ? N'est-il pas évident que si l'on applique cette méthode pour assurer le développement économique du Territoire, l'indépendance ne sera qu'un rêve ?

En étudiant le rapport de l'Autorité administrante, nous n'avons trouvé aucune modification importante en ce qui concerne la vie sociale dans le Territoire. Au contraire, il nous a semblé que, dans des domaines aussi importants que le respect des droits de l'homme, la condition de la femme, la situation devient inquiétante. Les nombreuses pétitions reçues par les Nations Unies en témoignent tout comme la déposition faite, ici, par le pétitionnaire.

En ce qui concerne le domaine de la santé publique et de l'enseignement, la délégation soviétique a fait connaître son opinion au cours d'une séance antérieure. Nous espérons que nos observations seront prises en considération par l'Autorité administrante. Nous estimons indispensable de répéter une fois de plus que le Conseil doit confirmer ses recommandations précédentes concernant le développement du réseau scolaire, de manière à instituer l'enseignement obligatoire universel dans l'avenir immédiat. Nous avons jugé nécessaire de répéter cette recommandation une fois de plus parce que, pour le moment seulement, 10 pour 100 des enfants du Territoire bénéficient de l'enseignement primaire. Ce n'est pas par hasard que le rapport de l'UNESCO souligne qu'en 1955 l'école élémentaire était fréquentée par 92.000 enfants, alors que seulement 1.200 enfants seulement ont passé le certificat d'études.

Il convient également de s'attacher à élever le niveau de l'instruction, ce qui exige des mesures énergiques destinées à l'amélioration du personnel enseignant. Il faudrait également remplacer l'enseignement religieux, avec tous

M. Lobanov (URSS)

les défauts qu'il comporte, par un système progressiste, sous le contrôle des organes compétents.

Il va de soi qu'en soulignant l'importance de l'enseignement primaire universel, nous n'entendons nullement ignorer l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. La situation en ce qui concerne l'enseignement secondaire et supérieur dans le Territoire est telle qu'aucun effort déployé par l'Autorité administrante pour assurer une amélioration ne pourrait être considéré comme démesuré.

J'attire une fois de plus l'attention des membres du Conseil sur la résolution de l'Assemblée générale relative à une utilisation plus efficace des bourses accordées par des Membres de l'Organisation des Nations Unies aux habitants des Territoires sous tutelle.

En ce qui concerne l'avenir des Territoires sous tutelle, la délégation de l'Union soviétique estime qu'il est indispensable de noter que l'Autorité administrante n'a pas communiqué de renseignements concernant le délai à l'expiration duquel le Territoire deviendra totalement indépendant. A cet égard, en tenant compte du vœu exprimé par les masses populaires, des vœux exprimés par les partis de l'opposition et par les pétitionnaires, en s'inspirant de l'exemple fourni par l'Etat voisin du Ghana qui a acquis son indépendance, ma délégation propose que le Conseil prévoie dans ses recommandations l'accès du Territoire sous tutelle du Togo à l'indépendance complète à l'expiration d'un délai ne dépassant pas trois ans.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Cette discussion sur la situation dans le Togo sous administration française au cours de l'année 1955 me semble manquer totalement de réalisme, surtout en ce qui concerne l'étude des progrès politiques. Je ne conteste le droit à aucun représentant de critiquer le rapport pour 1955, mais je pense que, dans ce cas particulier, la procédure suivie par le Conseil devrait être tempérée par le bon sens.

Je crois que les suggestions formulées hier ont été inspirées par des considérations du même genre. Je me réfère à la suggestion faite par le représentant de la Belgique et par le représentant des Etats-Unis, tendant à ce que le comité de rédaction soit nommé plus tard et à ce qu'aucun projet de résolution ne soit soumis à ce stade du débat.

Quoi qu'il en soit, puisque le débat se poursuit, je voudrais rappeler le caractère très superficiel de l'examen auquel le Conseil s'était livré lors de la session spéciale, convoquée en décembre dernier, pour l'étude de cette question. A cette époque on a contesté mon argument lorsque j'ai déclaré que le Conseil procédait à un examen très superficiel. Plusieurs délégations ont déclaré : "Nous avons étudié la question d'une façon approfondie; nous avons questionné le Représentant spécial et nous sommes persuadés que nous sommes parfaitement au courant de la situation. Nous avons donc décidé de soumettre la question à la Quatrième Commission". Le représentant de l'Inde vient de nous dire que le Conseil n'a même pas voulu étudier la situation dans le Togo sous administration française parce qu'à ce moment là cette situation était liée à la cessation de l'Accord de tutelle.

Les membres qui ont suivi les débats de la Quatrième Commission penseront, je présume, comme moi, que l'examen consacré à ce problème par cet organe n'aurait guère pu être plus approfondi. Cet examen s'est fait il y a trois mois. La Commission disposait de tous les éléments nécessaires pour faire une étude utile du problème et elle y a consacré trois semaines de travail intense. Nous avons vu les documents présentés par l'Autorité administrante. Ces documents ont été expliqués par le Ministre de la France d'outre-mer et par l'administrateur du plébiscite.

M. Grillo (Italie)

Le ministre des finances de la République du Togo nous a donné de nouvelles précisions. Nous avons entendu les déclarations des pétitionnaires togolais ; certains pétitionnaires étaient en faveur du Statut; d'autres y étaient opposés. Nous leur avons, à tous, posé des questions.

Nous avons enfin procédé à une discussion générale, au cours de laquelle toutes les délégations ont donné leur opinion motivée sur le sujet. Maintenant, l'un des orateurs qui ont pris la parole avant moi nous dit que le Conseil ne dispose pas, en ce qui concerne le rapport de 1955, de renseignements complémentaires.

Après trois semaines de discussion, la Commission avait adopté une résolution qui représentait un compromis difficile entre des tendances contradictoires. Chaque paragraphe de cette résolution avait fait l'objet d'un vote distinct, chaque mot avait été minutieusement pesé.

Le fait que le texte final ait été adopté à une majorité très substantielle - 52 voix pour et 11 voix contre - signifie qu'il s'agissait là d'un excellent compromis, répondant aux préoccupations de presque toutes les délégations. En janvier dernier, la grande majorité des représentants étaient d'accord sur les points suivants :

1. Le régime de tutelle ne doit pas prendre fin actuellement.
2. Des progrès sensibles ont été effectués dans le Territoire, non seulement dans le domaine matériel et économique, mais aussi dans le domaine politique, depuis le temps lointain - 1946 - où les Togolais ont bénéficié pour la première fois d'une représentation politique.
3. Un plébiscite irréprochable a été organisé.
4. Le Statut a été approuvé à une majorité écrasante.
5. Le Statut doit être considéré comme un pas essentiel dans la voie qui mène à l'autonomie. Il tend à augmenter le degré d'autonomie dont jouit le Territoire et il fournit la possibilité aux Togolais d'assumer une plus large part de responsabilité dans leur propre gouvernement. En fait, le statut donne à la population le droit de gérer sur une base démocratique la majeure partie de ses affaires et lui donne l'autonomie territoriale, administrative et financière. Le pouvoir législatif appartient à une assemblée élue au suffrage universel et le pouvoir exécutif sera exercé par un conseil des ministres responsable devant l'Assemblée.

6. Bien que le Statut représente un progrès sensible, il n'a qu'un caractère provisoire. Une disposition du Statut prévoit clairement une évolution ultérieure.

7. Etant donné qu'il ne peut être mis fin, unilatéralement, à l'Accord de tutelle, l'Organisation des Nations Unies possède une garantie : Elle sera toujours en mesure de faire dépendre son consentement à la fin de l'Accord de tutelle de l'accomplissement des conditions prévoyant l'évolution future du Statut.

8. Le Territoire possède un gouvernement nanti de pouvoirs étendus. Il est maintenant possible aux habitants du Territoire d'acquérir l'expérience d'un mode démocratique de gouvernement et de se préparer à un développement ultérieur et graduel de leurs institutions politiques.

9. L'Autorité administrante a invité l'Organisation des Nations Unies à envoyer sur place une mission qui constatera la mise en application du Statut et qui fera rapport sur la situation dans le Territoire.

Tels sont les neuf points essentiels qui ont rallié, en janvier, l'accord d'une grande majorité de représentants à la Commission,

Une minorité tenta, bien entendu, de minimiser le degré de progrès réalisé dans le Territoire. Elle douta même, à priori, de la validité et de la portée du Statut, bien qu'elle ait consacré une quinzaine de jours à l'examiner en détail. Bien que cette minorité n'ait pu nier l'existence d'un Gouvernement togolais, elle s'est appliquée à minimiser son importance et l'autorité dont il jouissait. Craignant de lier l'Assemblée générale, cette minorité semblait même craindre de donner au Gouvernement togolais sa propre dénomination. Cette minorité a accusé l'Autorité administrante de vouloir éluder la surveillance des Nations Unies, bien que l'Assemblée générale eût été invitée à envoyer au Togo une mission d'étude.

Tels sont les événements qui se sont déroulés en janvier.

Mais revenons à la résolution qui traduit les vues de la majorité des Membres de l'Assemblée générale. Si je ne me trompe, cette résolution a d'ailleurs bénéficié de l'appui du représentant de l'Inde. Elle précise que "un pas très important dans la réalisation des fins énoncées à l'Article 76 de la Charte et dans l'Accord de tutelle" a été accompli. Je récite : "un pas très important dans la réalisation des fins énoncées à l'Article 76 ..." Et nous entendons maintenant le représentant de l'Inde nous dire que "des progrès très limités" ont été faits dans le

Territoire. Il avait cependant voté pour la résolution.

La résolution décide également "d'envoyer au Togo sous administration française une Commission de six membres, ... afin d'étudier, à la lumière des débats de la Quatrième Commission, l'ensemble de la situation dans le Territoire, telle qu'elle résulte de l'application pratique du nouveau statut, ainsi que les conditions dans lesquelles ce statut est appliqué, ..."

Je souligne les mots "l'ensemble de la situation". Par conséquent, bien que mes observations portent essentiellement sur le progrès politique, elles valent également en ce qui concerne les aspects sociaux et économiques de la situation du Togo sous administration française.

La résolution prie enfin le Conseil de tutelle "d'étudier la question, en tenant compte du rapport de la Commission, et de communiquer les résultats de son étude à l'Assemblée générale, à sa douzième session." Tous ces faits, je le répète, datent du mois de janvier dernier.

En décembre 1956, lors de la sixième session extraordinaire du Conseil de tutelle, ma délégation s'est exprimée comme suit :

"Après avoir examiné les documents et après avoir écouté les déclarations du représentant de la France, du Ministre des finances de la République autonome du Togo et du Délégué général au référendum, ma délégation est convaincue que le moment est venu d'accorder l'autonomie au Territoire. Ma délégation est également d'avis que le statut qui nous a été soumis est entièrement acceptable et propre à renforcer cette autonomie, répondant ainsi aux fins essentielles du régime de tutelle.

"Le statut n'est peut-être pas parfait; il appelle peut-être quelques modifications ... Il faut donc que nous laissions la porte ouverte à toute modification requise." (T/PV.749, p. 13/15).

Ce que j'ai essayé de dire - et je rappelle à nouveau les termes de ma déclaration du 17 décembre 1956 - c'est que : "un organe démocratique autonome, librement élu par une population consciente de ses responsabilités, voudra peut-être un jour améliorer son statut autonome et devenir indépendant. Nous devons laisser une porte ouverte à cette fin. Nous devons établir au Togo sous administration française un système démocratique de gouvernement." (T/PV.749, p.16).

DD, 21

T/PV.783
- 84/85 -

M. Grillo (Italie)

Je me souviens qu'à l'époque, le représentant de la France m'a donné des précisions sur la procédure envisagée pour la revision du statut et sur les amendements qu'on pourrait y apporter.

Le représentant de l'Autorité administrante a, le 16 avril, souligné une fois de plus le caractère d'évolution de ce Statut. Il nous a démontré que le Statut avait déjà évolué, conformément à ce qu'envisageait le texte initial.

Le représentant de la France nous a dit que, selon le décret du 22 mars, l'Assemblée législative pouvait maintenant être dissoute par décret du Premier Ministre, rendu public après consultation avec les membres du Conseil, alors qu'auparavant elle ne pouvait être dissoute que par décret du Haut-Commissaire. Le compte rendu de la déclaration du représentant de la France, le 16 avril, contient une longue liste des amendements apportés au texte initial du Statut.

Cependant, nous faisons des observations sur un rapport datant de 1955 et c'est pourquoi j'ai dit, au début de mon intervention, que cette discussion de la situation au Togo sous administration française manque totalement de réalisme. Que s'est-il passé depuis l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution du 23 janvier qui justifie un nouveau débat général - résolution dans laquelle, par suite d'une discussion à la Quatrième Commission, l'Assemblée générale avait décidé qu'une commission d'étude serait envoyée dans le Territoire et que des discussions ultérieures auraient lieu après présentation du rapport de la Commission ?

Dans l'ensemble, ma délégation confirme l'évaluation de la situation existant dans le Territoire sous tutelle telle qu'elle a été présentée au Conseil de tutelle en décembre dernier. Ma délégation a pris note des mesures qui ont été prises en ce qui concerne les modifications apportées aux points essentiels du Statut, et ce pour répondre aux vœux de l'Assemblée togolaise. Ma délégation a également pris note du fait que ces amendements constituent un transfert, par l'Autorité administrante, au Gouvernement togolais, de pouvoirs dans les questions principales.

Enfin, ma délégation estime que toute discussion ultérieure sur le Togo français devrait tenir compte en premier lieu du rapport de la Commission, ainsi que l'avait suggéré l'Assemblée générale.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je serai extrêmement bref. Ma délégation n'a pas, jusqu'ici, pris part à la discussion. La seule observation que nous ayons à faire est la suivante : Conformément à la position adoptée par la délégation des Etats-Unis à la Quatrième Commission et à l'Assemblée générale et conformément à notre vote

en faveur de la résolution de l'Assemblée, nous estimons que des élections générales à l'Assemblée législative du Togo français devraient avoir lieu, aussitôt que possible, selon les termes de la loi-cadre qui autorise de telles élections. Nous pensons que cette décision aiderait à éclaircir l'atmosphère. Il n'y a peut-être plus beaucoup de temps, mais nous espérons que ces élections auront lieu avant la visite de la Commission de six membres au Togo français.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation se voit dans l'obligation de relever les remarques faites par le représentant de l'Italie.

La délégation italienne a souligné, en effet, que la discussion du rapport annuel de l'Autorité administrante manquait de réalisme et que le bon sens devrait prévaloir. Ma délégation estime, au contraire, que la discussion, qui s'est déroulée jusqu'ici est très-réaliste et que les délégations qui ont participé à cette discussion n'ont pas manqué de bon sens. Le rapport annuel figure, en effet, à l'ordre du jour de la session actuelle du Conseil de tutelle. En vertu de l'article 72 du règlement intérieur,

"Chaque rapport d'une Autorité chargée de l'administration est étudié par le Conseil de tutelle à la première session ordinaire qui suit l'expiration d'un délai de six semaines à dater de la réception de ce rapport par le Secrétaire général, à moins que l'Autorité chargée de l'administration du Territoire en question ne convienne que le rapport pourra être étudié plus tôt."

Cette disposition du règlement intérieur ne dit nullement que l'Autorité administrante pourrait, par quelque moyen que ce soit, intervenir pour que l'étude du rapport soit remise à plus tard. Tout ce que le Conseil peut faire c'est étudier le rapport plus tôt, mais non plus tard.

Il faudrait également souligner que l'étude du rapport par le Conseil est un processus qui comprend non seulement l'examen de ce rapport, mais également la présentation de recommandations. Ma délégation estime que toute discussion du rapport, sans que de telles recommandations soient formulées, ne termine pas la procédure qui est instituée et que le Conseil a toujours suivie dans ce domaine. Elle équivaut purement et simplement à un ajournement d'une partie importante de la procédure, en d'autres termes, à l'ajournement de l'étude du rapport qui est, comme je l'ai indiqué, une procédure complète. Et cet ajournement

ne peut être le fait de l'Autorité administrante ou de tout autre membre de ce Conseil qui voudrait s'allier avec cette Autorité administrante.

La délégation italienne a également souligné qu'aucun projet de résolution ne devrait être présenté à cette session, sous prétexte qu'une commission de l'Assemblée générale se rendrait dans le Territoire et présenterait un rapport. Il est nécessaire de faire, à ce sujet, la précision suivante : l'Assemblée générale, au paragraphe 4 du dispositif de sa résolution, adoptée ...

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais présenter une motion d'ordre. J'aimerais savoir si le représentant de la Syrie fait une déclaration d'ordre général ou s'il commente mes observations. S'il fait des commentaires sur mes observations, j'aurais quelques questions à lui poser. Si, d'autre part, il fait une déclaration d'ordre général, je m'excuse de l'avoir interrompu.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas consulté le représentant de la Syrie et je ne sais pas s'il parle dans le débat général. Je crois, cependant, qu'il a dit très clairement qu'il faisait des remarques au sujet de la déclaration du représentant de l'Italie. Si ce dernier désire répondre à ces remarques, je serai heureux de lui donner le droit de réponse.

M. MUFTI (Syrie) : Je n'ai pas jugé bon d'interrompre la déclaration du représentant de l'Italie, bien que ma délégation ait des raisons profondes de croire que cette intervention ne constituait pas une participation au débat général. Mais je n'ai pas jugé bon de le faire par courtoisie pour la délégation italienne et quoique j'aurais pu le faire.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Ce n'est première fois qu'un représentant soulève une motion d'ordre pour demander une précision sur des remarques faites par un autre représentant. J'estime que j'étais en droit de le faire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Italie, si je comprends bien, n'a donc pas soulevé de motion d'ordre.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : Si, c'était une motion d'ordre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je ne comprends plus très bien : le représentant de l'Italie a-t-il soulevé une motion d'ordre ou a-t-il demandé une précision ?

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : J'ai présenté une motion d'ordre, parce que je ne pense pas qu'il soit habituel ici, pour un représentant, de faire des commentaires sur les remarques énoncées par d'autres représentants, une fois le débat général commencé. En général, un représentant fait ces commentaires lors de sa propre intervention dans le débat général.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Encore qu'à mon sens je ne crois pas que le représentant de l'Italie était fondé à interrompre le représentant de la Syrie, il lui est loisible de demander une précision. Il semble qu'il ait voulu savoir s'il s'agissait, de la part du représentant de la Syrie, d'une déclaration générale ou de commentaires sur la déclaration du représentant de l'Italie. Je puis répondre que le représentant de la Syrie était en train de commenter la déclaration du représentant de l'Italie.

M. MUFTI (Syrie) : Je voudrais souligner que le représentant des Etats-Unis d'Amérique a pris la parole sans participer au débat général et qu'aucune objection n'a été formulée par la délégation italienne contre cette intervention.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je dois rectifier une impression erronée. Le représentant des Etats-Unis était régulièrement inscrit. Je lui ai donné la parole croyant qu'il allait participer au débat général. Il a fait la déclaration que l'on sait. Le représentant de la Syrie peut poursuivre.

M. MUFTI (Syrie) : La délégation italienne a souligné qu'aucun projet de résolution ne devrait être présenté à cette session ou, du moins, à ce stade, sous le prétexte qu'une Commission de l'Assemblée générale irait dans le Territoire en vue de présenter un rapport. Il est nécessaire d'apporter à ce sujet la précision suivante. L'Assemblée générale, dans le paragraphe 4 du dispositif de la résolution qu'elle a adoptée le 23 janvier 1957, "Recommande que, en plus des nouvelles réformes que les autorités intéressées jugeraient appropriées, l'Assemblée législative du Territoire soit constituée le plus tôt possible, par voie d'élections au suffrage universel des adultes". Il semble, par conséquent, que l'Assemblée générale n'a pas laissé à la Commission l'initiative en ce qui concerne la constitution rapide de l'Assemblée législative et les élections sur la base du suffrage universel des adultes. Ma délégation estime par conséquent que la Commission n'a pas pouvoir de recommandation en cette matière, puisque l'Assemblée générale elle-même a déjà adopté une recommandation à ce sujet. La Commission, à notre avis, n'est compétente que pour présenter un rapport sur les autres réformes que les autorités pourraient préconiser et sur l'application pratique du statut. Il semble donc que le

M. Mufti (Syrie)

Conseil de tutelle ne doit pas attendre le rapport de la Commission pour faire une recommandation touchant les élections. C'est là, au moins, un domaine dans lequel le Conseil de tutelle est en droit de prendre une décision. C'est tout ce que je tenais à préciser à ce stade.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je fais remarquer à mon collègue de Syrie que le Conseil de tutelle est maître de sa procédure. Ainsi, dans le cas du Tanganyika, il a décidé de reporter le débat à plus tard, à une session ultérieure par conséquent. Une première infraction a été faite à l'article 72.

Je voudrais maintenant poser une question au Sous-Secrétaire. Peut-il indiquer si l'article 72 a toujours été appliqué dans toute sa rigueur en ce qui concerne les délais invoqués par mon collègue de Syrie?

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Une question de ce genre doit s'adresser, selon moi, non pas au Sous-Secrétaire mais au Président, chargé de conduire le débat.

M. BARGUES (France) : Je désirerais faire une mise au point en ce qui concerne une affirmation du délégué de la Syrie. Il a fait remarquer que si, conformément au règlement intérieur, l'examen d'un rapport annuel pouvait être avancé, à la demande de l'Autorité administrante, il ne pouvait pas être retardé du fait de l'action de l'Autorité administrante. Si j'ai bien compris, ce sont les termes, ou à peu près, dont s'est servi notre collègue. Je tiens à préciser que l'action de la Puissance administrante n'a jamais eu pour effet de retarder l'examen du rapport. La Puissance administrante a montré (et elle est heureuse de constater que, sur ce point, elle était d'accord avec la délégation italienne) que l'examen de problèmes politiques dans un territoire où un nouveau statut est présentement en application et où doit se rendre une Commission de l'Assemblée générale chargée de renseigner le Conseil de tutelle, qu'un tel examen, dis-je, manquerait évidemment de réalisme. Cette réserve étant faite, je crois avoir fourni la démonstration que la délégation française a participé avec le plus large esprit de collaboration au débat qui s'est instauré devant le Conseil.

Je fais une seconde remarque, concernant le passage de la résolution de l'Assemblée générale relatif au suffrage universel. L'article 6 du statut dispose, dans son paragraphe 2, que l'Assemblée législative du Togo sera élue pour cinq ans, au suffrage universel et direct. Donc, l'élection de l'Assemblée

M. Bargues (France)

au suffrage universel est bien une mesure d'application du statut. J'entends bien que, même si ce statut n'avait pas été approuvé, le suffrage universel aurait été institué dans le Territoire. Mais il aurait été institué pour élire des organismes qui n'auraient pas été l'Assemblée législative prévue par le statut. Or, l'élection envisagée par la recommandation de l'Assemblée générale vise d'une manière spécifique la constitution de l'Assemblée législative.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je tiens, par courtoisie, à répondre à la question qu'a posée le représentant de la Belgique. Dans le cas du Togo sous administration française, la question figurait à l'ordre du jour; le Conseil avait décidé de l'examiner. La discussion d'hier, qui a pris beaucoup de temps, a eu pour résultat le renvoi de la décision sur le point de savoir si nous constituerions un comité de rédaction. Nous avons décidé de continuer les observations générales. Dans le cas du Tanganyika, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de l'ensemble du rapport, à l'unanimité. J'espère que tout est clair.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais savoir pourquoi on tente de nous faire revenir sur un point qui a déjà été tranché à deux reprises au sein de ce Conseil. Sans doute de telles tentatives visent-elles à retarder les travaux du Conseil. Toutes les délégations n'ont pas encore formulé leurs observations et il faut voir là une pression pour limiter les droits des délégations. Nous ne progresserons jamais si, chaque jour, on remet en cause ce qui a été réglé au début de la session.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une déclaration complémentaire.

M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'aurais souhaité parler brièvement des remarquables progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement et dans d'autres domaines d'importance relativement moindre, mais je crains qu'il ne soit trop tard. Ma délégation tient à remercier le représentant

GT/SN

T/PV.783

-94/95-

M. Sears (Etats-Unis)

de la France pour l'esprit de coopération qu'il a apporté à répondre à toutes nos questions.

J'ajoute que ma délégation a écouté avec le plus grand intérêt les déclarations faites par M. Olympio au nom du Comité de l'unité togolaise, qu'il représente avec tant de compétence. Il nous est toujours agréable de voir M. Olympio aux Nations Unies. C'est une personnalité remarquable et ma délégation tiendra compte des vues qu'il a exprimées, concurremment avec toutes autres informations dont disposera le Conseil en temps voulu.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : L'heure étant avancée, je pense qu'il est un peu tard pour nous engager dans une confuse discussion de procédure ponctuée de motions d'ordre et de demandes de précision. Je voudrais donc, conformément au paragraphe b) de l'article 56 du règlement intérieur, demander l'ajournement de la séance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Bien que le représentant de l'Inde ait présenté une demande d'ajournement, j'aimerais le prier de me permettre de donner encore la parole aux deux orateurs qui se sont inscrits.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Si j'ai posé une question tout à l'heure, ce n'était pas, comme on a l'air de nous le reprocher, pour violer les droits des membres du Conseil, mais parce que le représentant de la Syrie avait répondu aux remarques faites par le représentant de l'Italie et que certaines des considérations qu'il avait alors émises m'intéressaient.

D'autre part, Monsieur le Président, je n'avais nullement l'intention de m'attaquer à vos prérogatives lorsque j'ai adressé une question au Sous-Secrétaire. J'avais simplement relevé que, selon l'article 72 du règlement intérieur, "chaque rapport d'une Autorité chargée de l'administration est étudié par le Conseil de tutelle à la première session ordinaire qui suit l'expiration d'un délai de six semaines à dater de la réception de ce rapport par le Secrétaire général ...". Ce que je voulais savoir, c'est si, dans le passé, on avait toujours procédé ainsi. Les rapports des Autorités administrantes ont-ils vraiment toujours été transmis, six semaines après leur réception par le Secrétaire général, à la session suivante du Conseil? J'ai quelques doutes à cet égard.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je répondrai négativement à cette question en ajoutant que lorsque le Conseil en décide ainsi, la procédure peut n'être pas suivie.

M. SMOLDEREN (Belgique) : Je vous remercie, Monsieur le Président. J'en déduis donc que le Conseil en a, quelquefois, décidé autrement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil a décidé de discuter la question du Togo sous administration française au cours de la présente session. C'est la seule décision qu'il ait prise à cet égard. Je suis certain que tout le monde sera d'accord avec moi sur ce point. Le Conseil n'a jamais décidé de ne pas discuter la question du Togo sous administration française.

M. GRILLO (Italie) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne les observations du représentant de la Syrie, je voudrais indiquer que ma délégation est toujours heureuse lorsque ses propres remarques provoquent des commentaires de la part d'une autre délégation. Nous sommes d'ailleurs prêts à répondre à toute critique qui nous serait adressée. Ce qu'a dit le représentant de la Syrie est très intéressant puisqu'il s'agit du reflet d'une opinion. Pour notre part, nous avons exprimé notre opinion. Ce que je n'ai pas compris, c'est la raison pour laquelle le représentant de la Syrie a eu la parole pour faire des commentaires au sujet de nos observations, car cette procédure n'était pas conforme, selon nous, à celle que le Conseil suit ordinairement. Au cours des deux sessions du Conseil auxquelles j'ai assisté, je n'en ai pas vu d'exemple. Il n'est pas conforme à la procédure habituelle, me semble-t-il, d'autoriser une délégation à faire, au cours de la discussion générale, des commentaires sur la déclaration générale d'une autre délégation.

Quant à la remarque du représentant de l'Union soviétique, je ne sais si elle s'adressait à la délégation belge ou à la mienne. Je n'ai malheureusement plus sous les yeux le texte de ma déclaration, mais je puis affirmer que je n'ai jamais contesté le droit d'un membre quelconque du Conseil de présenter des commentaires au sujet du rapport de 1955. J'ai simplement exprimé mon avis à l'égard de cette procédure en indiquant qu'elle manquait de réalisme. Cela était parfaitement mon droit.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation estime également qu'elle avait le droit de faire les observations qu'elle a faites.

Le représentant de la Belgique nous a dit que le Conseil de tutelle est maître de son règlement intérieur. Ma délégation n'a jamais contesté ce fait, qui est bien connu de tous les membres du Conseil.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais simplement préciser qu'à mon avis l'intervention du représentant de la Syrie était parfaitement recevable et qu'il n'y avait donc aucune raison de l'interrompre. Les observations qu'a faites à ce sujet le Président sont entièrement fondées et, selon moi, épuisent la question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je considère que cette question est épuisée. Avant de lever la séance, j'indiquerai encore que sont inscrits pour le débat général sur le Togo sous administration française, qui se poursuivra demain, les orateurs suivants : Syrie, Belgique, Birmanie, Royaume-Uni et Australie.

La séance est levée à 17 h. 55.